

Bilan & Perspectives

Numéro 23 – 2ème semestre 2023

France

Naissance du Groupe Révolutionnaire Internationaliste

Ukraine, Israël – Palestine, Niger ...

Horreur capitaliste ou internationalisme prolétarien ?

**Revue du Groupe Révolutionnaire
Internationaliste, membre de la
Tendance Communiste
Internationaliste**

4€



Bilan & Perspectives

n°23 – 2ème semestre 2023

**Revue théorique et politique
du Groupe révolutionnaire internationaliste
membre de la Tendence
Communiste Internationaliste**

4€ le numéro
Abonnement : 6€ à l'année
ISSN 1623-6890

Sommaire

Éditorial : Naissance du Groupe Révolutionnaire Internationaliste.....	3
Vie de l'organisation : bilan de nos réunions publiques.....	4
Notre dossier : horreur capitaliste ou internationalisme prolétarien.....	8
La dernière boucherie au Moyen-Orient fait partie de la marche vers la guerre généralisée.....	8
Les tâches des révolutionnaires.....	11
face à la marche à la guerre du capitalisme.....	11
Coup d'État au Niger : un nouveau chapitre dans l'intensification des rivalités impérialistes.....	17
Quelques réflexions sur le nouveau capitalisme d'État.....	23
L'écosocialisme : « rouge à l'intérieur, vert à l'extérieur », mais 100% bourgeois	36
Nous contacter.....	42
Catalogue de nos publications en français.....	43

Éditorial : Naissance du Groupe Révolutionnaire Internationaliste

Chaque jour nous avons la confirmation de ce que nous avons déjà indiqué dans le numéro 22 de *Bilan & Perspectives*, le renouveau des luttes ouvrières. Le long recul, de plus de 50 ans, de la lutte de classe semble prendre fin déjà depuis quelques années. Cela peut se constater à partir :

- des mouvements de masse partout dans le monde et parfois de façon quasi insurrectionnelle pour certains pays. Auparavant, certains « communisateurs » en étaient arrivés à défendre l'idée que la classe ouvrière avait disparu. C'était d'une part une conception fautive, mais encore une vision européocentriste. Il y a maintenant plus d'ouvriers dans le monde qu'au centre des vieilles nations capitalistes. Nous savons qu'il existe des usines comme les automobiles Tata en Inde à Calcutta qui ont, à elles seules, des centaines de milliers d'ouvriers ! Aujourd'hui, il est plus difficile d'entendre ce genre de discours européocentriste comme, dans un autre domaine, celui de la fin de l'histoire.

- de nouvelles énergies révolutionnaires apparaissent et rejoignent les organisations révolutionnaires. En ce qui concerne la TCI, on constate que le nombre de groupes affiliés de part le monde augmente. Pour ce qui concerne B&P, l'année 2021 a vu arriver de nouveaux camarades et l'année 2022 le rapprochement de sympathisants.

Bilan et Perspectives (B&P) a été fondé en 2000 par 3 camarades autour de André Claisse, dit « Goupil », un ancien membre d'Internationalisme et du Comité de grève de Renault après la Deuxième guerre mondiale. La traversée du désert militant a commencé depuis les années 1980 avec la publication de *La Revue Communiste* (6

numéros) par un seul camarade de la TCI (BIPR à l'époque). Le désert s'est poursuivi avec la publication de 19 numéros de Bilan et Perspectives.

Avec la nouvelle période marquée par la marche à la guerre généralisée et la reprise lente et chaotique de la lutte de classe, la situation est complexe car accompagnée par plusieurs crises (économique, sociale, sanitaire, environnementale). Elle est aussi difficile du fait de la faiblesse de la classe ouvrière.

Mais en même temps, la période a permis de dégager de nouvelles forces révolutionnaires. B&P regroupe maintenant plusieurs camarades et possède plusieurs sympathisants proches. Les lecteurs ont certainement constaté que la revue est devenue plus régulière et a pris un caractère plus militant.

Pour concrétiser cette avancée, B&P a décidé de faire un pas supplémentaire et de s'affilier formellement à la TCI. En même temps, B&P prend aujourd'hui le nom de Groupe Révolutionnaire Internationaliste. Ce changement de nom exprime la volonté de ses membres d'exposer plus clairement la raison d'être de ce groupe : intervenir plus effectivement dans la lutte de classe et jouer un rôle pour orienter celle-ci politiquement. Ce changement de nom ne traduit aucune méconnaissance des difficultés réelles que la classe ouvrière doit affronter pour défendre ses intérêts et hausser le niveau de ses luttes à la hauteur des enjeux. Il n'exprime pas davantage de triomphalisme, car nous sommes nettement conscients de la marginalité et de la dispersion des militantes et militants révolutionnaires.

Aussi nous vous appelons à soutenir la parution de ce bulletin, à participer à sa diffusion, à nous envoyer vos critiques, commentaires et points de vue sur la lutte ouvrière et les questions politiques à l'ordre du jour, à nous faire parvenir vos propositions d'amélioration du bulletin tant sur le contenu politique que sur sa forme, à correspondre et agir avec nous, ... en bref, à renforcer de toutes les façons possibles le regroupement et l'organisation communistes, sur une base

résolument internationaliste. Le changement historique que nous traversons exige davantage de la part des organisations révolutionnaires, qui devront être capables plus que jamais d'intervenir à l'intérieur de la classe pour orienter et guider ses luttes vers le dépassement révolutionnaire du capitalisme pourrissant.

GRI, 27/09/2023

Vie de l'organisation : bilan de nos réunions publiques

Réunion de Paris

Vendredi 22 septembre, la TCI a tenu une réunion publique à Paris devant environ 37 personnes. Étaient présents notamment les groupes politiques suivants : Robin Goodfellow, le Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC), le Courant Communiste International (CCI), un membre de la CNT/AIT et des sympathisants. Le sujet portait sur la marche à la guerre et le rôle des révolutionnaires dans cette nouvelle situation politique. Des camarades britanniques, américains et italiens étaient présents pour souligner l'aspect international de notre réunion et la gravité de la situation politique présente. Nous avons publié l'exposé introductif sur notre site <http://leftcom.org/fr>¹.

Nous avons pu réaffirmer le changement de situation politique sur plusieurs points fondamentaux : la marche à la guerre et les réactions ouvrières encore faibles mais bien réelles. Nous avons pu réaffirmer la nécessité des Comités contre la guerre mais pour la guerre de classe. Et surtout

notre appel à tous les révolutionnaires et internationalistes, sans exclusive, à travailler ensemble pour renforcer l'intervention politique dans la période qui s'ouvre.

Un camarade de la CNT/AIT nous a indiqué ce que son organisation faisait de façon pratique pour aider les déserteurs des deux camps. Cela nous a permis d'insister sur le soutien que nous apportons à ce genre d'action tout en précisant qu'il fallait surtout aider ces camarades déserteurs à trouver, à plus long terme, de meilleurs interlocuteurs et certainement plus efficaces que nous pour ce genre d'action (rappel des RKD qui utilisaient les Quakers pour aider les déserteurs allemands pendant la 2ème guerre mondiale).

Les camarades américains, britanniques (cf ci-après son intervention) et italiens de la TCI ont fait une relation des luttes ouvrières dans leur pays ce qui a donné beaucoup de chair à nos interventions politiques concrètes ce qui a été salué par un participant car leurs interventions ont été faites en français. Devant des interrogations de certains camarades dans la salle demandant pourquoi les internationalistes appartenant à la

1 <https://www.leftcom.org/fr/articles/2023-10-07/expos%C3%A9-et-bilan-de-la-r%C3%A9union-publique-%C3%A0-paris-le-22092023>

Gauche communiste ne travaillaient pas tous ensemble ce qui permettrait une plus grande force, la TCI a réaffirmé que les Comités étaient ouverts à tous les camarades révolutionnaires et internationalistes. Personne n'est écarté des Comités puisque tous les internationalistes militant pour la révolution y sont les bienvenus. Cependant, notre intervention politique dans ce domaine a un caractère pratique par la diffusion de tracts, de réunions publiques communes, de soutien aux militants internationalistes en difficulté comme des déserteurs et peut être demain des camarades emprisonnés par leurs propres bourgeoisie, etc... Ainsi, nous ne souhaitons pas uniquement faire de déclarations platoniques contre la guerre comme d'autres groupes révolutionnaires l'ont fait. En soi, ce n'est pas faux mais nettement insuffisant.

Malheureusement, la réunion qui aurait pu beaucoup plus approfondir tous les aspects de la situation actuelle et ses conséquences pratiques, a été quelque peu détournée de son but par des camarades du CCI (voir ci-dessous) qui n'ont pas souhaité défendre leur position politique actuelle sur la marche à la guerre par rapport à notre présentation ce qu'un jeune camarade a fortement regretté. Ces camarades ont tenté de dévier la discussion sur la question syndicale et des questions montées en épingle qui datent de plus de 20 ans. Nous ne souhaitons pas polémiquer trop sur ces sujets au cours de réunions publiques et nous ne le ferons pas également ici.

Cependant, la discussion était si faussement partie sur la question syndicale qu'il a même fallu que le militant de la CNT/AIT présent note clairement que les propos du camarade de la TCI avait été complètement déformés puisqu'il se trouvait en accord

politiquement avec lui et que la discussion n'avait pas lieu d'être sur ce terrain. Un autre participant ne comprenait pas la tension qu'il ressentait chez certains durant la réunion. De notre côté, il n'y avait aucune animosité, nous souhaitons uniquement une discussion politique et même, la plus profonde possible, un point c'est tout. Toutefois, nous ne voulions pas remettre sur le tapis de vieilles lunes de plus de vingt ans que ces camarades ne cessent sempiternellement de nous renvoyer à la face. Voilà comment dégoûter tous les jeunes sympathisants de venir discuter avec les membres de la Gauche communiste !

Tous ces dérapages montrent que ces camarades très idéalistes par manque de concret et vivant dans le passé, ne comprennent pas la gravité de la situation politique. Nous les appelons à se ressaisir pour traiter des questions fondamentales et actuelles auxquelles l'Humanité mais aussi la classe ouvrière, se confrontent. Nous avons autre chose à faire et autrement plus sérieux.

En ce qui nous concerne, nous avons pu défendre et développer notre position politique. C'était l'essentiel et nous l'avons fait. Peut être ces camarades défendront-ils maintenant dans leurs futurs journaux leur vision politique en laissant de côté les histoires anciennes, peu politiques, qui sont amplement dépassées ?

Pour souligner le manque de sérieux d'une de ces idéalistes, nous tenons à rappeler son intervention surréaliste et très haute en couleur, nous accusant, en répétant plus de dix fois la même phrase, que nous aurions renié la lutte de la classe ouvrière. Comprenne qui pourra !

M.O., GRI (25/09/23)

Réunion de St Nazaire

Le 29 septembre, la TCI organisait une réunion publique à St-Nazaire en s'appuyant sur la présence de militants de l'IWG, de la CWO et du GRI. Le contenu de cette réunion portait sur notre analyse de la situation internationale, marquée par la marche à la guerre, et les conséquences que peuvent en tirer les révolutionnaires. Notons que cette première réunion dans la ville a été rendue possible grâce au collectif des « Ami.e.s de May », qui a mis à disposition son local et dont certains ont participé au débat.

Trois interventions ont introduit la réunion, la première reprenant l'analyse formalisée par le GRI dans le texte « Guerre impérialiste et/ou guerre de classe ». La suite des interventions a porté plus particulièrement sur l'importance et les limites des luttes ouvrières en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Les camarades ont pu exposer de quelle façon l'aggravation des tensions internationales influe sur la politique de la bourgeoisie et les tentatives de celles-ci pour contrôler le terrain social. Le rôle des syndicats ou de la politique identitaire du parti démocrate ont été exposés en allant dans le concret. Ces camarades ont également montré comment s'orientaient leur activité militante autour des comités NWBCW.

Outre les camarades de la TCI, l'assistance comprenait plusieurs militants ou sympathisants du collectif des « Ami.e.s de May », un militant de LO, un travailleur d'origine italienne venu par sa motivation internationaliste, ainsi qu'un groupe de sympathisants et membre du CCI. Pour les organisateurs, la discussion avait pour enjeu de présenter la gravité de la situation internationale créée par la guerre en Ukraine. Nous avons souligné que celle-ci ne pouvait se comprendre qu'en rapport avec la crise persistante de l'économie

capitaliste, dont les répercussions se font sentir dans tout l'édifice de la société bourgeoise. De ce fait, de multiples tensions apparaissent dans de nombreux pays, stimulant la résurgence de luttes ouvrières en particulier dans les centres du capitalisme. Il nous importait finalement de montrer que les internationalistes ont la responsabilité de s'inscrire dans cette reprise des luttes et de discuter des possibilités d'intervention avec les participants.

A l'initiative du CCI, le débat s'est d'abord porté sur des points assez secondaires des interventions, comme la non prise en compte des enjeux géopolitiques du conflit, notre prétendue confusion sur les syndicats de base ou, plus étonnant, la sous-estimation de la gravité de la guerre dont nous serions fautifs. Cela ne manque pas de sel quand on sait de quelle façon ce groupe défend, contre toute évidence, la conception idéaliste de la décomposition selon laquelle la bourgeoisie ne parviendrait pas à mener la société vers la guerre !

Même si le camarade de LO était conscient de nos divergences, il a tenu à marquer son accord avec l'analyse de la marche à la guerre et le rôle toujours central de la classe pour enrayer ce processus. Un débat s'est engagé sur le contenu de l'intervention révolutionnaire, qui passerait selon lui inévitablement par la participation dans les syndicats. Pour notre part, nous avons montré que l'effet paralysant des syndicats sur la classe ne tenait pas spécifiquement au rôle de « directions pourries ». Il se trouve incontestablement des travailleurs combatifs dans ces organisations et nous intervenons dans les luttes que celles-ci dirigent. Mais cela n'enlève rien à l'appartenance des syndicats au système d'encadrement de la classe par la bourgeoisie. Pour sa part, le CCI a cru bon d'ajouter à sa réponse un mépris non dissimulé pour la personne du militant,

manifestant une attitude totalement contraire à l'état d'esprit de cette réunion.

D'autres interventions ont abordé des questions importantes comme l'état de la combativité de classe, la composition de celle-ci après les vagues de restructuration et de précarisation du travail salarié, ainsi que la signification du mouvement des gilets jaunes. Nous avons cependant mesuré à quel point l'intervention du CCI avait été coordonnée dans le but de dénaturer le débat, lequel a été orienté dans une mise en accusation frontale autant que fantaisiste de nos positions. En dépit de notre refus de le suivre sur cette voie, ses militants ont pourri le débat en brandissant toutes sortes de détails extrapolés ou invérifiables, à mille lieues des préoccupations des autres participants. Une telle fureur ne peut s'expliquer d'abord par des motifs politiques, sans quoi ces interventions auraient respecté un peu plus de prudence vis-à-vis de ces derniers. S'affranchissant de toute crainte du ridicule et de l'égotisme, les auteurs de ces interventions ont crû remporter une bataille décisive... sur un terrain où nous ne souhaitons nullement nous vautrer.

Nous jugeons dangereuse, inopportune et contre-productive, pour la Gauche communiste, toute attitude consistant à intervenir en dehors du sujet traité par la réunion publique et toute tentative de profiter de ce lieu de discussion pour ne pas discuter et mettre en cause, sans raison ou hors de propos, notre activité politique générale. Cette attitude de provocation et de mise en cause, de façon ubuesque, ne sert pas politiquement les groupes politiques qui en sont les

instigateurs. Quelle image nous donnons de la Gauche communiste pour ceux qui s'en réclament toujours ! Nous attendons pour le moins que ces camarades s'excusent.



Le plus grave tient sans aucun doute aux effets provoqués par le parasitage de la réunion. Une telle pratique ne peut avoir pour résultat que de faire fuir les sympathisants responsables qui se rapprocheraient de nos courants ou seraient prêts à discuter de nos positions et propositions, en ridiculisant celles-ci. Cette pratique coordonnée et consciente, que nous avons constatée lors de nos deux dernières réunions, n'est rien d'autre qu'une œuvre de sabotage et de démoralisation. Cette frénésie sectaire n'a pas réussi à détourner la réunion de son objectif principal, à savoir souligner la situation nouvelle et dangereuse dans laquelle un capitalisme décadent plonge aujourd'hui la société. Notre priorité consiste à travailler partout avec d'autres internationalistes qui peuvent voir les dangers réels auxquels est confrontée non seulement la classe mais l'humanité tout entière, aux prises avec un système impérialiste condamné.

V.A., GRI
02/10/23

Notre dossier : horreur capitaliste ou internationalisme prolétarien

La dernière boucherie au Moyen-Orient fait partie de la marche vers la guerre généralisée

Dans l'attaque surprise du Hamas contre Israël, les objectifs nationaux et internationaux sont étroitement liés :

- Supprimer le rôle de l'Autorité nationale palestinienne (ANP) d'Abou Mazen, un organisme corrompu, incapable et de connivence avec l'État israélien, aujourd'hui hautement discrédité parmi une grande partie de la population palestinienne, et enfin assumer la direction exclusive de la lutte contre l'État d'Israël.

- Saper la voie ouverte par le Pacte d'Abraham de 2020, qui voit (ou a vu) des négociations en cours entre Israël et l'Arabie Saoudite, auxquelles l'ANP participe également. Après le Pacte d'Abraham entre les pays sunnites et Israël, le Hamas s'est senti isolé ; la crainte était celle de ne plus recevoir d'aide financière de Riyad et du Qatar. Plus généralement, l'objectif du Hamas est d'impliquer les États arabes dans une sorte d'alliance sainte contre Israël, opposant un front arabe (Égypte, Syrie et Liban) au Pacte d'Abraham entre Israël et certains pays arabes (Émirats et Bahreïn) et, de fait, l'Arabie Saoudite à l'avenir.

Il faut également souligner qu'une action de cette ampleur s'appuyait sur l'Iran des Ayatollahs, c'est-à-dire un front impérialiste anti-européen, anti-OTAN et anti-américain. Ce qui revient à jeter de l'huile sur le feu de la guerre en Ukraine : tout est lié dans les massacres de la guerre que sont en train de mettre en scène les impérialismes de « l'Ouest » et ceux de « l'Orient ».

Le Hamas cherche à trouver une affinité entre sunnisme et chiisme à travers le djihadisme, c'est-à-dire la guerre sainte contre « l'Occident » et, Israël, son gendarme armé jusqu'aux dents. Cela explique l'aide de l'Iran au Hamas (d'où viennent les milliers de roquettes lancées sur Israël, sinon d'Iran ?) ainsi que la solidarité du Hezbollah libanais².

L'Iran a tout intérêt à faire de la région un théâtre de guerre contre Israël, à la fois pour affaiblir son ennemi numéro un et aussi pour forcer ses alliés historiques (Russie, Chine et Corée du Nord) à soutenir sa stratégie dans la région, même si pour le moment ce n'est pas chose facile, voire impossible. Les médias occidentaux pointent du doigt la barbarie djihadiste, mais « oublie » ou minimisent la discrimination, l'oppression et la violence perpétrées par la bourgeoisie israélienne à l'encontre du prolétariat palestinien, même lorsqu'il est citoyen d'Israël, violence qui s'est accrue ces derniers temps sous l'impulsion de l'extrême droite plus ou moins religieuse, membre de premier plan du gouvernement Netanyahu.

On oublie que le Hamas fut soutenu à l'origine par Tel-Aviv pour contrer le Fatah de Yasser Arafat et les formations armées « de gauche » de l'OLP³. Comme les

2 <https://www.lorientlejour.com/article/1352061/comment-le-hamas-le-hezbollah-et-liran-ont-minutieusement-planifie-loffensive-en-israel.html>

3 *NDLR : le premier parti communiste palestinien créé en 1920 mêlait Juifs et Arabes. Mais cela était avant sa stalinisation et son passage au nationalisme et à l'arabisation en 1923.*

talibans, comme Daech (ISIS) - tous deux « parrainés » en leur temps par les USA, « sorcier » impérialiste qui a perdu le contrôle des « monstres » qu'il a lui-même créés. Ils renforcent désormais les rangs de l'ennemi ; c'est le chien qui mord la main de celui qui l'a nourri.

La bourgeoisie a toujours essayé de diviser et d'opposer les différentes fractions du prolétariat selon des lignes « ethniques-nationales », pratique que le nazisme a développée à l'extrême. La même politique est plus que jamais vraie pour Israël, où la classe ouvrière d'origine palestinienne est opprimée, harcelée et exploitée sous les formes les plus brutales et « primitives » – comme c'est le cas du prolétariat migrant dans de nombreuses régions de par le monde. La bande de Gaza est une immense prison à ciel ouvert, où l'État israélien coupe souvent l'eau, l'électricité et le gaz, où les soins de santé sont extrêmement précaires : bref, où la grande majorité de la population est contrainte de subir des conditions de vie inhumaines.

Or, même en Israël, il existe un prolétariat « juif », une classe salariée « juive », que la guerre en cours expose probablement encore plus à l'ivresse nationaliste et belliciste, exactement comme de l'autre côté on injecte au prolétariat palestinien le poison idéologique de la propagande islamiste, au point de la mettre entre les mains impérialistes des Ayatollahs.

Ainsi, des deux côtés, le prolétariat est poussé à massacrer des populations sans défense et à se laisser massacrer pour mener une soi-disant guerre sainte ou défendre une présumée démocratie. En réalité il s'agit d'une guerre pour les intérêts de bourgeoisies opposées, qui veulent perpétuer leur domination uniquement par l'oppression, l'exploitation et le sang du prolétariat. Le fait que, historiquement, le nombre de Palestiniens morts dans la répression et

les raids israéliens soit bien supérieur à celui des victimes de la bourgeoisie islamiste – le Hamas –, ne rend pas cette dernière moins meurtrière ou plus excusable que la bourgeoisie israélienne.

Les guerres des classes dominantes - aujourd'hui celles de la bourgeoisie - sont toujours des guerres contre les exploités : exploités et tués sur le lieu de travail en temps de paix ; abusés puis massacrés en masse en temps de guerre, et cela, lorsque les conflits entre les patrons, les crises et les intérêts économiques, ne peuvent être résolus qu'au travers des armes.

Dans chaque guerre, les formations politico-syndicales qui prétendent être du côté de la classe ouvrière, contre le capital et son État, montrent leur véritable nature opportuniste et anti-prolétarienne ; puis, dissipant le malentendu qu'elles ont elles-mêmes alimenté, elles soutiennent une des fractions bourgeoises en conflit, au nom des droits présumés à l'autodétermination des peuples. Ils ne comprennent pas, ils ne peuvent pas comprendre qu'il n'y a pas eu de guerres progressistes de libération nationale depuis très, très longtemps, que tout nouvel État éventuel ne serait qu'une prison de plus pour la classe ouvrière, instrument qu'utilise une fraction de la bourgeoisie mondiale pour opprimer son « propre » prolétariat, sans partager les fruits de l'oppression avec les autres fractions de la bourgeoisie mondiale. Se réjouir de façon indécente des massacres perpétrés par le Hamas, c'est partager en tous points la logique meurtrière de la bourgeoisie palestinienne, une attitude qui reflète celle de ceux qui masquent les dévastations de l'État d'Israël : deux manières d'être également criminelles.

Le soutien à l'idiotie mortelle des soi-disant luttes de libération nationale empoisonne non seulement les formations provenant de la Troisième Internationale

dégénérée (stalino-maoïsme, trotskysme, etc.), mais même des secteurs de l'anarchisme et de ceux qui, à tort, se réclament de l'internationalisme. La guerre en Ukraine et maintenant en Palestine-Israël en sont la nouvelle preuve.

Dans ce contexte, l'indication fondamentale de l'unité de classe de tous les secteurs du prolétariat – contre la bourgeoisie, ses États, ses alignements impérialistes – indépendamment de l'origine « nationale », aura encore plus de valeur – si jamais cela était possible. Nous sommes bien conscients que dans le contexte israélo-palestinien, il est très compliqué de mettre en œuvre ce mot d'ordre, mais il n'y a pas d'autre moyen, pour ne plus être la chair à canon de l'une ou l'autre bourgeoisie, « démocrate », ou réactionnaire, laïque ou religieuse. Toutes les bourgeoisies sont également les ennemis mortels du prolétariat, qui ne doit pas verser la moindre goutte de sang pour ses exploiters et pour ses objectifs nationaux-impérialistes.

Adopter ce point de vue est la première étape fondamentale pour mettre en place une lutte contre les guerres de la bourgeoisie, en commençant par « sa » propre bourgeoisie, car le principe révolutionnaire selon lequel « l'ennemi principal est dans notre pays » est toujours valable. Une lutte qui doit commencer sur le lieu de travail, là où s'exerce l'exploitation qui alimente le mode de production capitaliste et donc la société bourgeoise, contre l'ennemi déclaré - les patrons - et contre les faux amis, en premier lieu les syndicats et les partis politiques de "gauche", qui enferment les luttes ouvrières dans les contingences du système.

De même, ceux qui entendent s'adresser uniquement au prolétariat arabe contre le prolétariat juif tombent de Charybde en Scylla. Peu importe que le premier se

heurte au second car ce dernier est l'esclave de la politique ultranationaliste de son gouvernement. De même, le prolétariat palestinien, à son tour, est sous la coupe d'une bourgeoisie qui, pour atteindre ses objectifs, n'hésite pas à se ranger du côté de l'impérialisme des ayatollahs, parmi les plus féroces contre son opposition interne. Les deux s'enferment dans une logique capitaliste, nationaliste, impérialiste, qui a pour seule solution, la guerre et non la libération de l'esclavage salarié.

La classe ouvrière mondiale est encore assommée par des décennies d'attaques bourgeoises, ainsi elle peine à relever la tête, désorientée et confuse par les bouleversements matériels qu'elle a subis (restructurations, délocalisations, précarité, etc.) et enfin par le coup idéologique subi avec l'effondrement du capitalisme État de l'ex-URSS, pays qu'ils croyaient représenter, de bonne foi, l'alternative socialiste au capitalisme.

Pourtant l'alternative existe, elle est même vitale, face aux dangers de guerres localisées se transformant en guerre généralisée qui détruirait l'humanité, ou, également, face à la catastrophe climatique en cours. L'alternative existe, aussi longtemps que les masses travailleuses se débarrasseront de la peur et de la résignation, elles retrouveront la voie de la lutte de classe, la vraie. Elles donneront ainsi aux petites avant-gardes révolutionnaires l'opportunité de grandir puis de se lier dialectiquement avec les secteurs les plus combattifs et conscients du prolétariat. ..., pour forger l'instrument politique indispensable pour vaincre cette société sanglante et inhumaine, c'est à dire le parti de la révolution mondiale et la nouvelle Internationale communiste.

Communisme ou barbarie !

TCI, 11/10/23

Les tâches des révolutionnaires face à la marche à la guerre du capitalisme

Les horribles massacres perpétrés ces derniers jours par les deux camps dans la guerre entre Israël et le Hamas ne sont qu'un signe de plus de ce que le capitalisme nous réserve. Le poison du nationalisme, conséquence d'une société divisée en classes, engloutit les travailleurs d'Israël et de Palestine, qu'ils s'engagent ou non à soutenir leurs propres classes dirigeantes ; le nombre écrasant de morts, de blessés et de déplacés sont des travailleurs et leurs familles des deux côtés de la frontière.

L'invasion d'Israël par le Hamas a coïncidé presque jour pour jour avec la guerre du Kippour, il y a un demi-siècle. À l'époque, comme aujourd'hui, l'État israélien a été pris par surprise, mais les comparaisons historiques s'arrêtent là. En 1973, le système capitaliste mondial entraînait tout juste dans le ralentissement de son cycle d'accumulation. Aujourd'hui, nous sommes toujours en proie aux contradictions qui ont suivi ce ralentissement, alors que le capitalisme tente de relancer le type de croissance rentable dont il a bénéficié pendant le boom de l'après-guerre. Jusqu'à présent, la mondialisation et la financiarisation n'ont permis qu'à une minorité de s'enrichir aux dépens de la grande majorité. Elles n'ont pas suffi à relancer un nouveau cycle d'accumulation.

Cette série d'atrocités entre Israël et les nationalistes palestiniens est bien plus sanglante que les précédentes. Ce n'est pas un hasard. Compte tenu de la stagnation économique, les tensions impérialistes ont atteint de nouveaux sommets et, comme nous le soutenons depuis le début, la guerre en Ukraine n'est que le signe avant-coureur d'une violence encore plus grande et d'une guerre plus généralisée. Oui, il y a eu de

nombreuses guerres sur la planète depuis des décennies, et très peu d'entre elles n'ont pas été causées ou exacerbées par les intérêts d'une grande puissance impériale. L'Ukraine, en revanche, est différente. Non seulement il n'y a pas de place pour une quelconque forme de compromis, mais la guerre est devenue une compétition directe entre l'OTAN (qui arme ouvertement l'Ukraine) et la Russie. Plus encore, elle a renforcé les alliances entre les puissances occidentales (la disparition de l'OTAN n'est plus à l'ordre du jour) et suscite une réaction plus ferme de la part des "puissances sanctionnées" que sont la Russie, la Chine et l'Iran. Depuis le début de la guerre en Ukraine, les États-Unis ont passé plus de temps à attaquer la Chine que la Russie, tant sur le plan rhétorique qu'économique.

Dans le sillage de tout cela, la reprise de l'effusion de sang en Israël et en Palestine n'est qu'une zone de conflit parmi d'autres. En Syrie, la guerre civile qui dure depuis 12 ans a conduit à la partition du pays, une série d'acteurs, grands et petits, se disputant le contrôle de telle ou telle parcelle de terrain. La Turquie contrôle la majeure partie de la frontière nord et la bande de terre à l'intérieur de celle-ci pour surveiller les YPG soutenus par les États-Unis au Rojava, tandis que la Russie et l'Iran soutiennent les tribus arabes qui combattent les forces des FDS/YPG à Deir Al-Zor. L'Iran et le Hezbollah ont toujours des troupes dans le sud de la Syrie pour aider Assad à reprendre le contrôle, mais aussi pour maintenir ouvertes les voies d'approvisionnement de l'Iran vers son allié libanais. À cela s'ajoutent tous les conflits qui s'étendent du Burkina Faso et du Niger au Soudan et au Yémen en passant par le Sahel (sans oublier la lutte

incessante pour la Libye). Là encore, les grandes puissances sont toutes très visibles. Alors que le monde assiste avec horreur à la "destruction" de Gaza par Israël, d'autres conflits se préparent. L'Azerbaïdjan, non content d'avoir chassé 100 000 Arméniens du Haut-Karabakh, menace maintenant d'envahir l'Arménie pour ouvrir un corridor vers l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan. Les conflits frontaliers, l'épuration ethnique et la violence entre différentes communautés se poursuivent dans de nombreuses régions du monde, du Myanmar à la Colombie.

C'est la classe ouvrière qui est la première victime de cette violence. Partout, la classe ouvrière est à la fois enrôlée, voire conscrite, par le capitalisme pour mener ses guerres ; c'est la classe qui en souffre le plus. La cause profonde de ces conflits est le capitalisme, ou plus précisément la rivalité économique du capitalisme et ses crises économiques récurrentes. Le capitalisme ne peut exister sans la force, sans déposséder la classe ouvrière de ce qu'elle produit, des nécessités de la vie, en utilisant l'État avec ses tribunaux et ses forces de police pour contenir la classe ouvrière. C'est la dernière société de classe du développement humain, une société dans laquelle notre capacité à travailler, à construire, à créer est contrôlée par une classe dirigeante qui dirige nos travaux et s'approprie les richesses que nous produisons pour son propre bénéfice. Au mieux, nous recevons les miettes de la table que nous avons préparée pour nos maîtres. Au pire, nous finissons comme chair à canon ou "dommages collatéraux" dans le hachoir à viande de leurs guerres.

Parce que le capitalisme est fondé sur la concurrence, c'est aussi un système instable et violent, où la concurrence acharnée entre les entreprises se transforme de plus en plus en une confrontation violente entre les États. À

un certain moment, lorsqu'il est impossible de maintenir les profits par d'autres moyens, une destruction massive de la valeur du capital est nécessaire pour rétablir l'équilibre entre le capital fixe (machines et autres moyens de production) et le capital variable - la valeur de la force de travail de la classe ouvrière qui produit la richesse de la société - et la guerre devient le seul moyen d'y parvenir. Au début du vingtième siècle, le capitalisme est entré dans l'ère de l'impérialisme, où ces conflits ont fait basculer le monde dans la guerre mondiale à deux reprises, tuant des dizaines de millions de personnes. Cependant, même les "petites" guerres du capitalisme des XXe et XXIe siècles sont des guerres impérialistes. Elles sont menées pour développer la production capitaliste ou pour limiter la capacité des rivaux économiques et stratégiques. En fin de compte, la cause de la guerre est la recherche de profits et la correction de la baisse du taux de profit par la recherche et le contrôle des matières premières, l'abaissement des coûts de production, y compris le prix de la force de travail (salaires).

Il n'y a pas de solution aux guerres du capitalisme, tant que le capitalisme perdure. Même si un conflit particulier peut être maîtrisé, les causes de la guerre ne disparaissent pas. La recherche d'un avantage stratégique et, en fin de compte, le fondement économique du capitalisme en tant que système d'obtention de profits, poussent les États à la guerre. Au milieu de la crise actuelle du capitalisme, qui cherche désespérément un moyen d'augmenter ses profits depuis plus d'un demi-siècle, la guerre est de plus en plus une option qui sera prise, en particulier par les États les plus faibles, pour essayer de s'assurer un avantage.

Au milieu de cette violence, il incombe aux révolutionnaires de rappeler aux travailleurs que nous ne sommes rien

d'autre qu'une force de travail pour le capitalisme. Lorsque notre travail n'est pas requis, nous pouvons être maintenus en vie à contrecœur (dans les États les plus riches, pour éviter les "troubles sociaux"). Mais de plus en plus, les travailleurs n'ont plus que leur intelligence pour survivre. Nous n'avons aucun intérêt à ce que le capitalisme perdure, mais nous sommes de plus en plus attirés par les bannières nationales du capitalisme. Il est dans notre intérêt à tous de nous opposer au monde horrible que crée le capitalisme. Nous pouvons commencer par prendre une position politique aux côtés de nos frères et sœurs de la classe ouvrière, où que nous soyons.

Nous devons rejeter les poisons nationalistes qui dressent les travailleurs les uns contre les autres, qui disent que les travailleurs d'un pays doivent s'unir aux capitalistes de ce même pays et combattre les travailleurs d'un autre pays, qui, eux, luttent dans l'intérêt de leurs dirigeants. Les mille et une variétés de gauchistes et de libéraux qui soutiennent "l'indépendance du peuple palestinien" ou "le droit d'Israël à se défendre" ou "l'autodétermination nationale" ou "la démocratie contre le terrorisme" ne font rien d'autre que d'enrôler les travailleurs derrière divers drapeaux nationaux qui leur servent finalement de linceul. Alors que les gouvernements et les partis d'opposition occidentaux publient des déclarations affirmant que le mythique "nous" national "est aux côtés d'Israël", des groupes de gauche comme le SWP au Royaume-Uni affirment que leur soutien au Hamas est "inconditionnel mais pas dénué de critiques" - leur critique ne porte toutefois pas sur le fait que les travailleurs israéliens sont assassinés, ou que le but de telles atrocités est de renforcer le fossé nationaliste entre les travailleurs israéliens et palestiniens, mais sur le fait qu'il n'y a pas assez de femmes et de personnes LGBTQ+ qui commettent ces

meurtres⁴. Tuer et mourir pour les États de nos patrons, qu'il s'agisse de la Palestine " opprimée ", d'Israël " démocratique ", de l'Ukraine " anti-autoritaire ", de la Russie " antifasciste ", du Rojava soutenu par les États-Unis ou de toute autre fraction de la classe dirigeante et de son désir d'administrer un territoire et des travailleurs à exploiter, ne peut jamais être dans l'intérêt de la classe ouvrière, quel que soit l'endroit où elle se trouve.

La tâche des communistes, des internationalistes, des révolutionnaires est claire. Elle consiste à affirmer que le capitalisme est la cause de ces guerres, et que la seule solution à cette barbarie réside dans l'action de la classe ouvrière pour s'opposer au capitalisme, à tous ses États et à toutes ses guerres.

La première étape consiste à brandir l'étendard de la solidarité internationale de classe et, dans la mesure de nos possibilités, à démontrer à la classe ouvrière en général qu'il n'y a pas de solutions capitalistes - seule la révolution mettra un terme à ce spectacle d'horreur. À cette fin, les organisations internationalistes publient des déclarations, des communiqués, des proclamations, condamnant la guerre - toutes les guerres - et appelant les travailleurs à refuser l'appel aux armes. Depuis le début des dernières hostilités en Israël/Palestine, il y en a eu un nombre réjouissant. La TCI a bien entendu publié une déclaration (voir *supra*) - et d'autres articles - condamnant la guerre et expliquant notre interprétation des événements qui l'ont précipitée et des causes sous-jacentes. Nous continuerons à le faire sur notre site web et dans notre presse territoriale.

4 <https://socialistworker.co.uk/features/free-palestine-why-we-say-by-any-means-necessary/>

D'autres groupes qui se réclament de l'héritage de la gauche communiste ont également publié des déclarations. Le Courant communiste international a publié une telle déclaration⁵, qui comprend un appel internationaliste très clair : "Pour nous, prolétaires, il n'y a pas de camp à choisir, nous n'avons pas de patrie, pas de nation à défendre ! De chaque côté de la frontière, nous sommes des frères et sœurs de classe ! Ni Israël, ni Palestine !", avec lequel nous sommes absolument d'accord. La déclaration du Parti communiste international commence ainsi : "Tous les partis de la bourgeoisie israélienne et palestinienne dirigent leurs prolétaires vers le massacre d'une guerre pour la défense de leurs profits et la survie du régime pourri du capital. Contre la guerre impérialiste, pour la guerre de classe révolutionnaire", et là encore, nous sommes d'accord avec cette partie de la déclaration (quelles que soient nos réserves sur les autres parties)⁶. Le groupe Perspectives communistes internationales en Corée du Sud, qui participe au comité No War But Class War Korea, a publié une déclaration très claire qui se termine ainsi : "Les travailleurs n'ont pas de patrie ! Opposez-vous au nationalisme ! Renversez le système génocidaire ! Refusons de sacrifier les travailleurs et d'entrer dans une guerre de classe ! Arrêtons la guerre par la lutte de classe internationale pour renverser le système capitaliste !" ⁷ Le Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC) a traduit notre propre déclaration et l'a publiée avec un commentaire expliquant que « nous sommes sans équivoque du même côté de la barricade de classe que la TCI dans ce moment et dans la lutte actuelle, et plus

largement face à l'alternative historique, la révolution prolétarienne internationale ou la guerre impérialiste généralisée »⁸. Le groupe Internationalist Voice a également publié une déclaration qui commence par un message internationaliste clair : "Contre la guerre réactionnaire, contre la brutalité du capitalisme, les travailleurs n'ont pas de pays !" ⁹, et le groupe espagnol Grupo Barbaria termine sa déclaration par ces mots : "... Aux drapeaux du nationalisme, quelle que soit la couleur de chacun, nous opposons la lutte commune des travailleurs palestiniens et israéliens. Pour les Israéliens, leur ennemi le plus acharné est l'appareil de l'État juif, tout comme l'ANP et le Hamas sont les ennemis implacables des Palestiniens. Ce n'est qu'en les affrontant directement qu'ils pourront sortir du labyrinthe infernal dans lequel ils se trouvent. Bref, contre la guerre impérialiste - et c'en est une - il n'y a de place que pour sa transformation en guerre de classe" ¹⁰.

D'autres groupes ont également publié des déclarations internationalistes (et au moment où nous publions, nous en entendons parler d'autres. Nous les rajouterons au fur et à mesure que nous les recevrons. Nous connaissons le groupe tchèque Tridni Valka ("Guerre de classe") qui a publié une déclaration qui, selon nous, exprime un élan internationaliste, bien que nous ne soyons pas d'accord avec la perspective *immédiate* de transformer ce conflit en une tentative révolutionnaire de renverser le capitalisme. La déclaration contient toutefois un message internationaliste : "En tant que communistes, nous appelons à la destruction de tous les États de la même manière, car ils ne sont

5 <https://en.internationalism.org/content/17406/never-israel-nor-palestine-workers-have-no-fatherland>

6 https://www.international-communist-party.org/English/TheCPart/TCP_055.htm#Gaza

7 http://communistleft.jinbo.net/xe/index.php?document_srl=344069&mid=cl_bd_03

8 <http://igcl.org/La-derniere-boucherie-au-Moyen>

9 <https://en.internationalistvoice.org/against-the-reactionary-war-against-the-brutality-of-capitalism-workers-have-no-country/>

10 <https://barbaria.net/2023/10/10/against-israeli-and-palestinian-nationalism/>

rien d'autre que l'expression locale de l'État capitaliste mondial, une structure de violence organisée de la classe bourgeoise contre la classe prolétarienne !"11 Au Royaume-Uni, le Réseau communiste anarchiste (ACN) appelle les travailleurs à résister au massacre que le capitalisme nous a préparé dans une déclaration tout à fait internationaliste, qui se termine par ces mots : "Ni un État ni deux États ne peuvent mettre fin à ce cycle, aucun agent du capitalisme n'en est capable ou ne le souhaite. Toutes leurs guerres sont dirigées contre notre classe. La guerre de classe est notre seule réponse et c'est pourquoi, ici comme en Ukraine, nous disons : "Résistez à leur volonté de guerre - Pas de guerre, mais la guerre de classe !"12 La CNT-AIT a également clairement exprimé sa position : "Encore une fois, ceux qui décident des guerres ne sont pas ceux qui en meurent... Une fois de plus, ce sont les populations civiles qui trinqueront, de Sderoth à Gaza. Toutes les idéologies utilisées par ceux qui sont au pouvoir, à savoir le nationalisme et les religions, sont les piliers de cette logique meurtrière qui pousse les gens à s'entretuer pour le plus grand bénéfice des dirigeants de ce monde. Ni le Hamas, ni la colonisation ! Tant qu'il y aura des États, il y aura des guerres !"13

Bien que nous ayons quelques désaccords avec tous ces groupes, nous reconnaissons qu'il s'agit de déclarations sur un terrain de classe. Tous placent le problème central comme étant la survie du capitalisme, et appellent la classe ouvrière à rejeter le nationalisme, en opposant plutôt la lutte des classes à la guerre capitaliste.

11 <https://www.autistici.org/tridnivalka/from-gaza-to-tel-aviv-and-to-the-whole-world-no-war-but-class-war/>

12 <https://anarcomuk.uk/2023/10/09/neither-one-state-nor-two-states-no-state-will-end-the-slaughter-of-our-class/>

13 <http://cnt-ait.info/2023/10/09/halte-a-la-barbarie/>

Toujours parmi les anarchistes, la déclaration initiale du Groupe Communiste Anarchiste (ACG) est clairement internationaliste : "Contre la barbarie du capitalisme et la marche vers la guerre mondiale, nous appelons à l'unité de la classe ouvrière, à l'internationalisme et à la préparation de mouvements de masse capables de mettre en œuvre la révolution sociale et de créer le communisme libertaire. Pas d'autre guerre que la guerre de classe !"14, bien que des déclarations ultérieures aient jeté le doute sur ce point et montrent, selon nous, des capitulations claires en faveur du soutien de la gauche à la "résistance" palestinienne - c'est-à-dire les milices meurtrières du Hamas et, en fin de compte, les objectifs de la politique étrangère de l'Iran. Cela démontre une tendance inquiétante parmi les anarchistes qui ont soutenu divers projets de "libération", du Rojava à l'illusion de brigades "anti-autoritaires" (combattant aux côtés de véritables fascistes idéologiquement motivés) en Ukraine15. L'ACG a été claire dans son rejet du nationalisme en Ukraine, mais semble maintenant entrer dans le borborygme de la politique bourgeoise en Palestine.

Nous pensons que le devoir nécessaire des militants communistes dans des situations comme celle-ci est d'affirmer sans équivoque que toutes les nations sont capitalistes, qu'il n'y a pas de voie "nationale" vers la liberté, que toutes les solutions capitalistes sont un désastre pour notre classe et finalement pour l'humanité, que la seule solution à la guerre, à la misère et à la destruction de l'environnement est que la classe ouvrière détruise le capitalisme et instaure un monde où la production est planifiée pour satisfaire les besoins de l'humanité.

14 <https://www.anarchistcommunism.org/2023/10/11/neither-israel-nor-hamas/>

15 <https://www.anarchistcommunism.org/2023/10/18/statement-on-gaza/>

Mais ce premier pas n'est pas suffisant en soi. Les révolutionnaires doivent aussi s'organiser. Nous devons être en mesure de transmettre notre message - un message qui, ne soyons pas modestes, est une question de vie ou de mort pour la classe ouvrière - à la classe, de manière massive et répétée, partout où nous pouvons être entendus. Il ne suffit pas de proclamer que la guerre est mauvaise et de décider que notre travail est terminé. Nous devons trouver des moyens de parler aux travailleurs, d'avoir de vraies conversations, d'influencer réellement les gens. Nous pensons que les comités No War But The Class War (NWBCW), auxquels nous participons directement au Royaume-Uni, au Canada, en France, en Australie et ailleurs, et ceux auxquels nous n'avons pas pu participer mais que nous avons accueillis en Corée et dans d'autres pays, constituent une autre étape essentielle¹⁶.

Ce que nous ne pensons pas que les internationalistes devraient faire, c'est s'attaquer les uns aux autres. Nous avons toujours pensé que les vieilles polémiques seraient résolues ou rendues sans objet par l'apparition d'un nouveau mouvement de classe. Après quatre décennies de recul, nous sommes peut-être même sur le point d'en voir apparaître un nouveau en réponse à la baisse du niveau de vie, aux guerres et aux catastrophes environnementales causées par le changement climatique provoqué par le capitalisme. Cependant, ce n'est pas dans les cordes des révolutionnaires et après des décennies de recul des classes, un nouveau mouvement de la classe ouvrière pourrait prendre un certain temps avant d'émerger. En attendant, la voie dans laquelle le capitalisme nous entraîne constitue une telle menace pour l'avenir de l'humanité que nous devons trouver des moyens de travailler ensemble.

16 <https://www.leftcom.org/fr/articles/2023-07-27/sur-l%E2%80%99initiative-no-war-but-the-class-war>

Nous sommes donc prêts à travailler avec tous les groupes et individus qui acceptent les prémisses de base de l'internationalisme - que tous les États agissent dans l'intérêt du capital, que tous les travailleurs ont les mêmes intérêts fondamentaux, quels que soient leur nation, leur sexe, leur genre ou leur race, que le capitalisme est un système qui mène l'humanité à l'abîme et que seul son renversement par la classe ouvrière permettra à l'humanité d'avoir un avenir. Alors que le capitalisme nous rapproche de plus en plus de l'apocalypse par la guerre et la multiplication des catastrophes écologiques, c'est manquer criminellement à notre devoir de révolutionnaires que de laisser un sectarisme mesquin nous aveugler sur la réalité de la situation.

Les différents organes de l'État chargés de surveiller les groupes révolutionnaires (nous ne sommes pas naïfs au point de penser qu'il n'y en a pas) doivent certainement se moquer éperdument de ces groupes de prétendus "révolutionnaires" qui passent leur existence à tenter de perturber les réunions d'autres groupes et à polémiquer sans fin contre ceux avec lesquels ils devraient travailler. L'État n'a pas besoin d'envoyer ses agents pour perturber le travail des révolutionnaires si les soi-disant "révolutionnaires" font ce travail eux-mêmes.

Nous continuerons à travailler dans les comités NWBCW, avec les groupes et les individus qui, bien que nous ne soyons pas d'accord avec eux sur tout, peuvent néanmoins accepter de travailler ensemble pour apporter un message internationaliste et anticapitaliste à la classe ouvrière. Nous invitons tous les révolutionnaires, même s'ils ne peuvent pas, en raison de désaccords sur l'analyse ou la méthode, rejoindre la TCI, à au moins essayer de travailler au sein des comités NWBCW, contre cette guerre, la

dernière guerre, la prochaine guerre, et aussi pour l'auto-organisation de la classe ouvrière, contre toutes les manifestations horribles et barbares du capitalisme qui assaillent notre classe et l'humanité dans son ensemble. Nous avons un très long chemin à parcourir avant que la classe ouvrière mondiale soit capable de

renverser le capitalisme. Nous ne nous faisons pas d'illusions à ce sujet, mais il est vital que nous parcourions ce chemin. Si nous ne le faisons pas, l'avenir n'est rien d'autre qu'une horreur sans fin de guerre et de destruction.

TCI, 22 octobre 2023

Coup d'État au Niger : un nouveau chapitre dans l'intensification des rivalités impérialistes

Le pré-carré de la France se réduit encore. Après le Mali et le Burkina-Faso, ce fut le Niger et maintenant nous assistons à un nouveau coup d'État au Gabon. Ces coups d'État remettent en cause le pouvoir de ses pro-consuls mafieux et corrompus locaux trop longtemps tolérés par la France.

Pourquoi ?

* D'une part, au niveau intérieur, la manne financière se fait de plus en plus rare avec le développement des crises et surtout de la crise économique. Les potentats locaux ont de plus en plus de mal à arroser leurs affidés locaux alors que ces derniers veulent encore en profiter...

* D'autre part, au niveau mondial, les effets de la crise aiguïssent les tensions impérialistes. La France n'a plus les moyens de sécuriser :

- ses mines d'uranium au Niger avec un potentiel prometteur mais encore inexploité,
- d'or, de cuivre, de fer et de zinc au Burkina-Faso,
- d'or encore, de pierres précieuses, de différentes ressources minières et certainement de pétrole, au Mali,
- son manganèse et ses puits de pétrole au Gabon sachant qu'il y a des ressources inexploitées actuellement.

Ainsi la lutte pour la prédation du monde s'intensifie entre les différentes puissances impérialistes. La Russie et la Chine sont les premières puissances à se positionner dans ce mercato. Voici un signe supplémentaire de la marche à la guerre impérialiste s'il en était encore besoin.

GRI (11/09/23), article ci-après traduit de Battaglia Comunista.

Le Sahel

Le 26 juillet 2023, une junte militaire présidée par Abdourahamane Tchiani, ancien commandant de la garde présidentielle, renverse le régime "démocratique" du président Mohamed Bazoum. Le Conseil national pour la sauvegarde de la patrie a été proclamé sur la chaîne de télévision publique Télé Sahel par le colonel de l'armée de l'air Amadou

Abdramane et neuf autres officiers. La plupart des manifestants et activistes anti-Bazoum ont invoqué la détérioration des conditions de vie, la corruption et l'insécurité causée par les divers mouvements djihadistes et ethno-séparatistes, la classe ouvrière étant prise entre deux feux. La junte a déjà fermé les frontières internationales, déclaré la loi martiale et suspendu la plupart des droits civils.

Le Niger vient de connaître son cinquième coup d'État depuis son accession à l'indépendance en 1960. Il reste l'un des États périphériques les plus pauvres, se situant vers le bas de l'indice de développement humain, aux confins de l'accumulation du capital, là où les effets de l'aggravation des crises se font le plus brutalement sentir. Les travailleurs et les ouvriers du Sahel paient un prix de plus en plus élevé pour les machinations sans cesse changeantes des différents États dans leur lutte brutale pour la survie dans l'arène impérialiste mondiale. La région, qui s'étend sur le continent africain, sous le désert du Sahara qui s'avance de plus en plus, a été baptisée "la ceinture des coups d'État", car le Soudan, le Mali, le Burkina Faso, la Guinée, le Tchad et maintenant le Niger ont tous connu récemment des coups d'État qui ont mis en place des juntes militaires. C'est une menace sérieuse pour l'impérialisme français qui est de plus en plus conscient des dimensions internationales de la crise provoquée par la guerre russo-ukrainienne et les tensions accrues avec la Chine.

« *"Nous sommes désormais dans une économie de guerre", déclare le plus haut responsable des achats militaires français* ». (Le Monde, 15 mars)

L'impérialisme français en péril

Cette crise de plus en plus profonde est une conséquence de la stagnation et du déclin de la production de capital et a conduit à un recours croissant à la guerre pour tenter de résoudre les contradictions impérialistes croissantes qui ne font que pousser le monde vers une guerre impérialiste plus généralisée. La dernière grande base militaire française dans la région est située au Niger qui, jusqu'au coup d'État du 26 juillet, était le partenaire de dernier recours de la France, aux côtés des États-Unis qui disposent d'une base abritant 1 000

militaires, ainsi que des installations de drones et de la CIA. La stratégie française d'aide aux régimes "démocratiques" incompetents, corrompus et brutalement répressifs s'est effilochée face à la crise. La lutte entre les puissances impérialistes concurrentes s'est donc intensifiée, les États les mieux établis dans la région, tels que l'Angleterre, la France et les États-Unis, voulant maintenir leur influence économique, militaire et politique sur la région.

"L'impérialisme du soft power"

Au cours de la dernière décennie, le capital chinois a fait des percées impérialistes massives dans la région, souvent qualifiées de "soft power", ce qui n'exclut pas les ventes d'armes. L'État chinois a longtemps fait des ouvertures diplomatiques au Niger en fournissant de l'aide, notamment sous forme de nourriture, afin d'éviter une paupérisation accrue de la classe ouvrière, ce qui pourrait entraîner une situation sociale difficile à gérer. A cela s'ajoutent des investissements massifs dans le secteur énergétique nigérien par le biais d'une coopération entre la China National Petroleum Corporation et la raffinerie de pétrole de Soraz, qui exploitent ensemble les gisements d'Agadem depuis 2011. La Chine a également remis en cause le quasi-monopole des capitaux français sur l'exploitation des minerais au Niger, comme l'or, mais aussi le lithium, la tantalite, l'étain et le nickel. L'exploitation de l'uranium par la Chine au Niger trouve son origine dans l'attribution en 2006 du gisement de Tegguida¹⁷, puis en 2007 avec la création de la société sino-nigérienne Somina qui s'est vu attribuer un second gisement à Azilik dans l'Agadez. L'exploitation de l'uranium chinois allait dépasser la multinationale

17 La China Nuclear Uranium Corp (CNUC) a obtenu une licence d'exploitation d'uranium à Tegguida en juillet 2006.

française Areva qui détenait jusqu'alors le monopole de l'exploitation de l'uranium au Niger.

Cette offensive a poussé les capitaux français à se précipiter pour ne pas perdre trop de terrain face au rival impérialiste grandissant en Afrique, et encore moins dans une région qu'ils contrôlaient. Areva a déjà fourni à la France 40 % de ses besoins en uranium pour le programme nucléaire civil et pour l'armement. Aujourd'hui, le Niger fournit à la France 20 % de ses besoins en uranium, ce qui constitue toujours une motivation majeure pour la France de conserver son influence sur l'État. La Chine a également étendu son influence sur le secteur de l'énergie à travers le Sahel dans divers États tels que le Tchad et la Mauritanie.

Les exigences de la production de guerre

Le contrôle de l'exploitation de l'uranium est devenu de plus en plus important pour les deux États, la France ayant, depuis le plan Messmer¹⁸, fondé l'avenir de ses aspirations impérialistes sur l'énergie nucléaire. Les États du monde entier ont augmenté leurs investissements dans l'énergie nucléaire alors que les réserves stratégiques de pétrole des États-Unis n'ont jamais été aussi faibles. L'énergie nucléaire présente l'intérêt d'enrayer la baisse de la production de bénéfices due à la flambée des prix des hydrocarbures. Avec l'aggravation de la crise, l'énergie nucléaire joue un rôle majeur dans la préparation militaire et le réarmement.

« Interrogez les responsables et les industriels, et le succès de l'énergie nucléaire américaine n'est pas seulement crucial pour lutter contre le changement

18 L'expansion nucléaire française a commencé avec le plan Messmer, annoncé en réponse à la crise pétrolière de 1973. en.wikipedia.org

climatique, mais aussi pour la sécurité nationale. L'Amérique est en concurrence avec la Russie et la Chine pour devenir le fournisseur mondial de technologies nucléaires avancées. Sur les 40 réacteurs en construction depuis 2015 qui utilisent la technologie russe, 27 se trouvent en dehors des frontières de la Russie, d'après le NEI.¹⁹ La Chine a plus de réacteurs en construction que tout autre pays. Le département d'État américain s'est associé à plus d'une douzaine de pays pour les aider à financer et à développer des programmes d'énergie nucléaire et, à terme, de petits réacteurs modulaires ». (The Economist, 26 juin 2023, "L'Amérique vise la renaissance de l'énergie nucléaire")

"La Russie est une famille pour l'Afrique"

Depuis à peu près la même période, la Russie accroît son influence au Sahel grâce à son contrôle croissant sur l'industrie de l'énergie. En 2015, l'oléoduc transsaharien de Gazprom a été mis en service pour acheminer le pétrole du Nigéria et du Sahel vers l'Europe en passant par l'Espagne. Cela a sapé les gains réalisés par l'impérialisme français lors de ses interventions en Libye pour renforcer son contrôle sur le secteur en faisant de la place à Total Fina²⁰. L'extraction de métaux précieux tels que l'or suscite un intérêt croissant ; l'idée longtemps évoquée de rattacher le rouble russe à un étalon-or semble de plus en plus probable afin d'éviter une nouvelle dévaluation de celui-ci.

Le groupe Wagner, un groupe militaire privé, a agi comme un appendice direct de l'impérialisme russe. Il a aidé ces juntes à se maintenir au pouvoir en échange de

19 The Nuclear Energy Institute (NEI).

20 TotalEnergies SE est une multinationale française intégrée dans le secteur de l'énergie et du pétrole, fondée en 1924, qui fait partie des "sept sœurs" des grandes compagnies pétrolières.

concessions, dans divers secteurs, pour leur propre enrichissement, rendant leurs relations avec l'État russe de plus en plus explosives et culminant avec la révolte ratée de Wagner contre l'État russe en juin²¹. La Russie, avec l'aide de Wagner, a supplanté la France au Mali et a soutenu le président de la junte intérimaire Goïta dans son conflit contre les insurgés islamiques.

Wagner opère dans treize autres États du continent. Elle a fourni la Force d'intervention rapide soudanaise lors du conflit soudanais de 2023. Elle a été l'un des principaux soutiens de l'armée nationale libyenne lors de la deuxième guerre civile libyenne et continue de soutenir Haftar au sein de l'actuel gouvernement d'unité nationale. Il n'a pas été confirmé que la junte de Traoré au Burkina Faso a mandaté la PMC²² ou qu'elle est entrée dans l'orbite de l'État russe. Prigojine, le financier milliardaire de Wagner, a pu amasser des milliards en concessions et en butin. Il est significatif qu'il ait été vu au sommet russo-africain de Saint-Petersbourg les 27 et 28 juillet 2023, il est clair que l'État russe se trouve dans une situation précaire avec le groupe Wagner²³, qui reste très important pour la poursuite ses objectifs impérialistes, bien que la guerre en Ukraine soit devenue une guerre défensive visant à maintenir les gains russes dans le Donbass, la mer d'Azov et la Crimée.

Les refuges occidentaux en Afrique

Les puissances impérialistes établies dans la région, comme la France, utilisent le franc CFA d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale (le franc de la Communauté

21 <https://www.leftcom.org/fr/articles/2023-07-22/la-r%C3%A9volte-du-groupe-wagner-et-le-d%C3%A9roulement-futur-de-la-guerre>

22 Société militaire privée : PMC

23 En fait, depuis la rédaction de cet article, Prigojine a été déclaré mort à la suite d'un accident d'avion survenu le 23 août.

financière de l'Afrique, fixé à 655,9 pour 1 euro) pour s'assurer que le développement de la région répond aux besoins de l'impérialisme français. Dans toute la région de l'ancien empire colonial français, des coups d'État ont mis en place des juntes militaires francophobes et "anti-impérialistes" (en d'autres termes, en faveur d'un autre impérialisme). Les États-Unis n'ont pas condamné la "crise nigérienne" en tant que coup d'État et maintiennent leur aide économique et militaire ainsi que leurs investissements au Niger pour tenter de conserver leur position décroissante dans la région. Pour l'impérialisme britannique, il y a aussi la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui est en grande partie composée du Nigeria, avec une participation militaire et financière mineure des autres membres, dont beaucoup comptent parmi les États les plus pauvres du système capitaliste mondial. L'un après l'autre, la plupart des membres ont quitté la CEDEAO pour trouver des solutions nationales à la crise en rejoignant la sphère russe, tandis que d'autres ont été incapables de faire face à l'aggravation de la crise et à la détérioration de la situation sociale.

La CEDEAO a lancé un ultimatum pour le rétablissement du président Bazoum, mais le président de la junte a défié la demande et a lancé un ultimatum à la France pour qu'elle quitte ses bases militaires au Niger d'ici septembre, tandis que des États dans des situations similaires, comme le Mali et le Burkina Faso, ont déclaré leur soutien militaire à la junte nigérienne en cas d'intervention militaire. À l'heure où nous écrivons ces lignes, cela ne s'est pas encore produit, car les moyens de financer et de soutenir une intervention n'ont pas encore été définis, mais le Nigeria mène la guerre par le biais de sanctions. Il fournit 75 % de l'électricité du Niger, de sorte qu'en coupant l'approvisionnement de son réseau, il peut provoquer des pannes

d'électricité dans tout Niamey. Toutefois, les relations entre le Nigeria et les puissances impérialistes occidentales établies, ainsi que la Russie et la Chine, sont également ambiguës. Le régime de Tinubu s'est efforcé de faire jouer les deux parties l'une contre l'autre pour l'instant, face à l'augmentation des prix de l'énergie et des importations de denrées alimentaires causée par la guerre russo-ukrainienne. Il accepte actuellement l'aide de quiconque, même si les conditions posées par la Chine pour les projets d'infrastructure suscitent de plus en plus de ressentiment.

Changements dans l'ordre impérialiste

Alors que la crise du capitalisme s'aggrave, nous commençons à voir les blocs impérialistes se consolider. Nous pouvons comparer les événements actuels au Sahel et en Afrique de l'Ouest à ceux des années 90 et du début des années 2000. Les États-Unis et la France ont soutenu le président libérien Charles Taylor et le groupe rebelle National Patriotic Front of Liberia. Les forces spéciales libériennes seraient approvisionnées par la Libye de Kadhafi et le Burkina Faso à travers le Sahel. Le Liberia servirait d'intermédiaire et échangerait des "diamants de la guerre" récoltés en Sierra Leone par le Revolutionary United Front contre des armes utilisées dans la guerre civile en Sierra Leone contre le gouvernement Kabbah soutenu par les Britanniques et le groupe de surveillance de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (ECOMOG). Les États-Unis allaient jouer une autre carte dans cette saga en prenant en charge le financement de l'ECOMOG afin de rester à Freetown, en Sierra Leone. Les impérialistes britanniques ont été perturbés lorsqu'ils ont retiré les forces de l'ECOMOG pour commencer à installer leurs propres bureaucrates militaires pour administrer l'État.

Les impérialistes occidentaux plus anciens sont plus unis, en grande partie grâce au conflit en Ukraine, qui a amené les membres européens de l'OTAN et le Royaume-Uni à se ranger derrière les exigences impérialistes des États-Unis. La guerre a également poussé la Russie à se mettre à la merci de la Chine, de l'Inde et de tous les autres États membres de l'Organisation de coopération de Shanghai pour obtenir un soutien politique et économique. Avec la liste toujours plus longue des crises - Covid-19, inflation, coût de la vie -, la crise de rentabilité du capitalisme a conduit à des attaques plus effrénées contre les travailleurs afin de revitaliser la rentabilité. Il est cependant peu probable, malgré les fanfaronnades, qu'un des États impérialistes en lice intervienne militairement au Niger alors qu'ils peuvent à peine maintenir leur situation sociale à l'intérieur de leur pays. D'autres considérations entrent en ligne de compte, comme l'impopularité croissante de l'aide apportée à l'Ukraine, alors qu'il est clair qu'elle ne sert qu'à financer une mission visant à retarder la Russie. Ces États se concentrent également sur la Chine et veulent se garder d'étendre leur intervention militaire au-delà du déploiement de forces spéciales et de la pression diplomatique.

La Russie a appelé à une médiation pour résoudre ce que l'on appelle désormais la "crise nigérienne". L'État russe n'a pas encore déclaré l'état d'exception et a épuisé son personnel militaire dans la guerre désormais défensive en Ukraine. La Russie entretient également des relations de plus en plus ténues avec ses PMC et a poussé le soutien de ses alliés au bord du gouffre. Les plans de la Chine pour l'initiative "Belt and Road" ont été repoussés par la guerre en Ukraine, ce qui a laissé le champ libre au dollar américain pour retrouver sa force.

Poudrière au Sahel ?

Goïta, le président intérimaire des juntes militaires du Mali, et Traoré, le dirigeant intérimaire du Burkina Faso, ont déclaré qu'ils n'accepteraient aucune intervention militaire de la CEDEAO. Le porte-parole du Mali, Abdoulaye Maïga, a déclaré²⁴ : « *Je voudrais rappeler que le Burkina Faso, le Mali et le Niger font face depuis plus de 10 ans aux conséquences négatives ... de l'aventure hasardeuse de l'OTAN en Libye ... Une chose est sûre, les présidents Goïta et Traoré ont clairement dit non, non et non. Nous n'accepterons pas d'intervention militaire au Niger. Il en va de notre survie* ».

Les États-Unis n'ont pas encore accusé le Niger d'utiliser le groupe Wagner, mais, ironiquement, le secrétaire d'État américain Anthony Blinken a mis en garde le président intérimaire nigérien contre les "dangers" des PMC. Après tout, l'impérialisme américain en a fait l'expérience. Les chances que le Niger suive l'exemple d'autres États de la région en utilisant le groupe dans des campagnes anti-insurrectionnelles démontrent à elles seules les relations complexes entre les divers États impérialistes et d'autres alliances.

Les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Russie, l'Allemagne et la Chine ont augmenté leurs exportations d'armes vers la région depuis 2020, d'abord pour compenser la baisse des bénéfices, puis le déclin économique lié au COVID-19. L'intérêt de fournir des armes à la région s'est également accru afin de lutter pour l'influence dans la région.

Perspective internationaliste versus massacre impérialiste

Que Bazoum et le "régime démocratique" soient rétablis, ou que launte militaire maintienne son emprise sur l'État sahélien, il n'y a pas d'autre perspective que la poursuite de la précarité et de la paupérisation. La violence d'État de launte n'est que la continuation de la répression des "régimes démocratiques" passés. C'est une nouvelle mise en cause de la démocratie dont launte est issue. Ni les activistes pro- ni les activistes anti-coup d'État n'ont quoi que ce soit à offrir à la classe ouvrière.

Ces deux perspectives nationalistes peuvent être et seront utilisées par le capital pour mobiliser les travailleurs en vue des futures séries de massacres impérialistes. Seule la classe ouvrière mondiale, organisée sur son propre terrain et dirigée par son organisation politique révolutionnaire, peut surmonter la crise sans cesse croissante provoquée par la rareté des profits du capital.

A lire sur le site internet de la TCI, leftcom.org/fr : « Sur les dernières émeutes en France et la prolétarianisation des banlieues »

(...) L'embrasement des banlieues est l'exact pendant de la révolte des Gilets jaunes pour les campagnes. C'est donc de plus en plus la misère qui se répandra. L'État et le capital n'ont plus les moyens de satisfaire les besoins élémentaires de ces populations qui sont laissées pour compte sans éducation digne, avec des services sociaux et publics à la dérive et des services hospitaliers précarisés.

24 Discours du 7/8/23. Voir : <https://faso7.com/2023/08/07/niger-colonel-abdoulaye-maiga-il-faudra-adresser-ces-ultimatums-aux-groupes-terroristes/>

Quelques réflexions sur le nouveau capitalisme d'État

La Première ministre italienne Meloni ne cesse d'affirmer que "ce n'est pas l'État qui crée la richesse, mais les entreprises et les travailleurs". Si les soi-disant "fascistes modérés" qui sont aujourd'hui au gouvernement étaient cohérents avec leur histoire, cette affirmation devrait surprendre, puisque la réponse de leur aïeul Benito à la crise de 1929 a été de créer l'un des plus grands appareils capitalistiques d'État de l'Occident, un héritage transmis sans combat à la république "née de la Résistance". A vrai dire, le précurseur de "Giorgia" n'a pas été le seul à mobiliser l'État pour tenter de sortir le capital du labyrinthe de ses propres contradictions. Mussolini était en effet en grande compagnie. Outre l'URSS, où une nouvelle forme de capitalisme d'État était déjà en train de se mettre en place, il suffit de rappeler le New Deal et l'Allemagne nazie, où l'État, bien que sous des formes différentes, participe massivement à la gestion de l'économie nationale pour sauver le capitalisme de lui-même. Néanmoins, ni les recettes démocratiques ni les recettes fascistes n'ont augmenté les taux de profit qui étaient alors en chute libre. Seule la guerre, avec son immense destruction de capital constant (usines, infrastructures, etc.) et de capital variable (force de travail, c'est-à-dire les êtres humains), ainsi que l'extraordinaire intensification du taux d'exploitation, a atteint l'objectif de donner un nouvel élan à un système qui s'effondrait.

En fait, la guerre, ou un événement d'une ampleur similaire, est le seul moyen pour le capital de défaire le nœud gordien de ses propres contradictions qui ont atteint le bout du rouleau. Néanmoins, même si le cycle d'accumulation post seconde guerre mondiale est en déclin depuis les années 1970, le capitalisme a perduré

grâce à la combinaison de la défaite du bloc soviétique dans la "guerre froide" qui a impliqué la dévalorisation drastique du capital suite à l'effondrement de ce monde²⁵ et de ce que l'on appelle la mondialisation. Par la suite, même si le capitalisme d'État, exprimé à des degrés divers et sous des formes variées, a accompagné et soutenu les Trente Glorieuses de l'après-guerre, les idéologues bourgeois - ou plutôt cette frange bourgeoise qui a toujours été hostile (au moins en paroles) à l'"ingérence" de l'État dans le libre marché (!) - ont eu beau jeu de faire porter au "dirigisme d'État" l'essentiel de la responsabilité des difficultés qui pèsent sur l'économie mondiale. Défendue par Reagan et Thatcher, l'ère du néolibéralisme s'est ouverte sur la promotion de l'entreprise "privée" et de la spéculation, y compris la vente massive de pans entiers d'entreprises d'État.

Le dogme - toujours nié comme tel - était que seule la gestion privée du capital pouvait rétablir les règles du "libre marché", condition d'une croissance économique saine et durable. Il était donc impératif de libérer le marché des liens que l'étatisme avait resserrés autour de son cou, presque jusqu'à l'étouffement. Naturellement, parmi tous ces "pièges", la réglementation du marché du travail se distinguait. Les capitalistes l'avaient adoptée durant la phase ascendante du cycle économique, de concert avec les syndicats et la social-démocratie (quel que soit le nom qu'elle se donnait), comme instrument pour contrôler et contenir la lutte des classes à l'intérieur des fameuses frontières économiques,

25 La privatisation, à prix cassés, de larges secteurs de l'économie et l'appauvrissement de la classe ouvrière en étaient le reflet. Une situation comparable, à certains égards, à celle de l'après-guerre.

sociales et politiques du capitalisme. C'est ainsi que, parallèlement à la privatisation des entreprises d'État, voire comme étape préalable, a commencé la guerre, ou plutôt la guerre de haute intensité, toujours en cours, contre la classe salariée²⁶ dans le but d'imposer un taux de plus-value qui rétablisse les conditions de développement d'un nouveau cycle d'accumulation à l'échelle mondiale. L'érosion progressive des services sociaux - des soins de santé aux écoles, en passant par les retraites, etc. - couplée au passage progressif de leur gestion par des entités privées²⁷, n'est pas à proprement parler une privatisation, mais un vol impitoyable des salaires indirects et différés que la force de travail verse dans les caisses de l'État. Ainsi, une part croissante des salaires finit dans les poches des entreprises privées et des particuliers ou reste inutilisée, c'est-à-dire perdue par le prolétariat, au profit des finances publiques ou des institutions bourgeoises. Il s'agit en premier lieu du système de santé qui, en raison des coupes opérées par les gouvernements de tous bords, contraint les "usagers" à s'adresser au secteur privé ou à reporter à plus tard les examens et les visites de spécialistes.

Revenons donc à l'affirmation de Meloni, théoricienne improvisée de l'économie, qui, en retournant la photo de famille - celle des années 1930 - en met une autre sous les yeux : celle des années 1920 où le fascisme, dès son arrivée au pouvoir, s'est empressé de payer ses dettes aux industriels, aux agriculteurs, aux bourgeois de toutes catégories qui l'avaient installé au sommet de l'État. C'est ainsi que fut adoptée une politique économique libérale qui "libérait" le

26 La bourgeoisie n'est jamais en paix avec la classe ouvrière (c'est-à-dire le travail salarié), puisqu'elle doit garantir la soumission à l'extorsion de la plus-value, c'est-à-dire à l'exploitation, pivot de la société bourgeoise.

27 Soit une gestion selon des critères privés, même s'ils continuent à être "publics".

marché mythologique des "oripeaux" étatistes du temps de guerre et du "compromis réformiste" qui avait été utilisé pendant les Deux Années Rouges pour anesthésier puis étrangler l'élan révolutionnaire du prolétariat.

Deux approches différentes à deux moments différents du processus d'accumulation pour atteindre le même but : la défense de la bourgeoisie et l'écrasement de la classe ouvrière. Dans cette phrase lapidaire, qui condense les clichés les plus éculés, mais aussi les plus hypocrites, de la pensée bourgeoise, il y a deux choses vraies et une fausse. La fausse, bien sûr, c'est que ce sont les entreprises qui produisent les richesses parce que c'est la classe ouvrière qui produit vraiment. (La première chose vraie.) Mais elle ne peut le faire que si son exploitation rémunère convenablement le capital, dans un certain délai et selon des modalités qui permettent sa valorisation : la seule raison d'être de toute entreprise. Si les "travailleurs" potentiels ou effectifs sont numériquement exubérants²⁸, alors il y a chômage, sous-emploi (lire précarité), bas salaires, le tout opérant directement pour rétablir les conditions permettant une extorsion plus intense de la plus-value au travailleur fatigué physiquement et mentalement.

Il est également vrai que l'État ne crée généralement pas de richesse, mais si les entreprises publiques produisent et vendent des biens comme n'importe quelle autre entreprise, on peut dire que l'État, comme n'importe quel capitaliste, crée de la richesse, conformément au point de vue de la bourgeoisie²⁹.

28 Comme le disait un ignoble euphémisme bourgeois pour définir les prolétaires en surnombre par rapport aux besoins du processus économique capitaliste.

29 Voir les entreprises de l'IRI ou, aujourd'hui, l'ENI, une entreprise publique qui a survécu aux privatisations et qui continue à "produire de la richesse" en extorquant de la plus-value à sa main-d'œuvre. Sans oublier, bien sûr, le

Mais ce n'est pas à cela que Meloni fait référence lorsqu'elle pontifie sur le rôle économique de l'État. Son intention, conformément aux souhaits de la Confindustria³⁰ et de la petite bourgeoisie vorace qui la soutient fanatiquement, est de transférer autant de "richesse" que possible des poches de ceux qui la produisent réellement, la classe ouvrière, à tous les calibres et à toutes les raisons sociales, précisément par le biais du type d'interventions de l'État qu'ils disent abhorrer. Les méthodes sont toujours les mêmes. Elles ont été utilisées par les gouvernements précédents et le seront par les gouvernements suivants. Comme nous l'avons déjà mentionné, les moyens comprennent le vol des salaires indirects et différés, le gel et la réduction des salaires, notamment dans l'administration publique, les réductions d'impôts pour les hauts revenus (une incitation à l'évasion fiscale), avec l'inévitable dégradation des services sociaux qui détériore de manière significative la qualité de vie de la classe ouvrière.

S'il est vrai, donc, qu'en théorie - mais aussi en pratique, avec les larges "exceptions" mentionnées plus haut - l'État ne crée pas de richesse, il a néanmoins un rôle fondamental de soutien à l'économie : par rapport au capitalisme d'État "traditionnel", la forme et les modalités de l'intervention "publique" ont changé, mais pas son importance centrale. Cette importance n'est pas liée à des événements dramatiques récents, déclenchés par la pandémie - si tant est qu'une telle hypothèse ait été émise - mais remonte à beaucoup plus loin, à la transformation du capitalisme il y a plus d'un siècle. Bien qu'un marché autorégulé, libre de toute

capitalisme d'État de l'ex-URSS et celui encore largement en vigueur en Chine.

30 Confédération générale de l'industrie italienne : équivalent de la CBI britannique, récemment discréditée.

ingérence extérieure, n'ait jamais réellement existé, l'arrivée du monopole, généré par la concurrence - elle-même produite et accélérée par la "loi la plus importante du capital", la tendance à la baisse du taux de profit moyen - a entraîné une concentration et une centralisation croissantes du capital, clôturant ainsi la phase "libérale" du capitalisme.

Le résultat fut l'impérialisme et l'intervention croissante de l'État, non plus comme un simple bâton "pour maintenir la classe ouvrière à sa place", mais comme une partie indispensable du processus économique ainsi que de la gestion/administration de la société bourgeoise³¹. La complexité et l'énorme investissement requis pour de nouvelles infrastructures dans ces secteurs avec une composition organique très élevée du capital (par exemple, les chemins de fer, les voies de communication), signifiaient de faibles profits et poussaient la bourgeoisie à déléguer à l'État des investissements qui sont indispensables pour le système capitaliste, mais qui sont peu ou pas du tout rémunérateurs en termes de profit.

Bien sûr, cela n'a pas été le cas pour toutes les bourgeoisies³² ni dans la même mesure, mais surtout pour celles qui sont arrivées tardivement sur la scène de l'industrialisation où l'utilisation de l'organisme étatique à des fins "développementales" était fondamentale (Allemagne, Italie, Japon...). C'est d'autant plus vrai pour les bourgeoisies issues des soi-disant luttes de libération

31 L'analyse de l'État et de l'évolution vers le capitalisme d'État faite par Engels dans l'*Anti-Dühring* est magistrale et, par essence, n'a rien perdu de sa validité. Voir F. Engels, *Anti-Dühring*, troisième partie, Socialisme, chapitre II, Éléments théoriques.

32 Jusqu'aux années 1930, l'"intrusion" de l'État dans l'économie a été moindre aux États-Unis que dans d'autres pays, mais ils ont bénéficié de conditions particulièrement favorables, que les autres bourgeoisies n'ont pas eues.

nationale de la seconde moitié du siècle dernier, et même aujourd'hui, la bourgeoisie d'État continue de gouverner dans nombre de ces pays.

C'est une évolution, répétons-le, qui découle des lois internes du capital et qui non seulement constitue un tournant dans la gestion même du capital mais conduit inévitablement à la guerre, comme l'ont démontré les deux bains de sang impérialistes mondiaux. De nombreux documents politiques de l'immédiat après-guerre révèlent la fin définitive de toute illusion sur le libre-échange et mettent en évidence la tendance au capitalisme d'État comme base de l'action de la bourgeoisie des deux côtés de l'Atlantique. Un exemple, parmi d'autres, est un article qui affirme : "Le système capitaliste ne peut plus fonctionner "seul" comme à l'époque libérale : il a besoin à tout moment de l'intervention dirigiste de l'État. C'est pourquoi, malgré un libéralisme de pure façade, les États-Unis et d'autres pays ont dû, avant même la fin de la guerre, préparer des plans de "reconversion" rapide pour éviter que l'arrêt de la production de guerre ne détermine une crise économique profonde, susceptible de dégénérer en crise sociale et politique". En passant, pour ainsi dire, il a été souligné que "dans la situation actuelle, le capitalisme ne peut survivre qu'en réduisant continuellement le niveau de vie des masses".³³

Une analyse extrêmement pertinente. S'il est vrai que la réduction du "niveau de vie des masses" (c'est-à-dire la surexploitation par l'abaissement des salaires même au-dessous de la valeur modeste de l'époque) a jeté les bases d'une accumulation croissante dans l'après-guerre et d'un niveau de vie plus

³³ Lo Stato, conseil d'administration de la bourgeoisie, Battaglia Comunista nos. 21-22 juin 1948. L'article est une traduction de *L'Internationaliste*, Bulletin de la Fraction belge, mai 1948.

élevé pour la classe ouvrière (ce qui n'a d'ailleurs jamais été donné gratuitement), il n'en est pas moins vrai aujourd'hui, plus de soixante-dix ans plus tard, que tant la bourgeoisie que le prolétariat se trouvent dans une situation similaire, mais qui évolue dans la direction opposée.

Aujourd'hui, la surexploitation et l'appauvrissement du prolétariat ainsi que l'intervention de l'État n'ouvrent pas la voie à un nouveau "miracle économique" (ni en Italie, ni ailleurs). Incapable de relancer le taux de profit, le capitalisme est incapable de surmonter sa crise d'accumulation. Si, au cours des dernières décennies, l'État s'est retiré - mais jamais complètement - de la gestion directe des entreprises et de secteurs entiers des services publics, il n'a cependant fait que changer le mode de son intervention en faveur du capital.

Mais avant d'examiner les "nouvelles" formes du capitalisme d'État, il faut noter que la rhétorique néolibérale creuse sur les privatisations est éclipsée par un phénomène grandissant, observé avec appréhension par ceux qui veulent hisser le drapeau du libre marché version Adam Smith. Donnons la parole aux nostalgiques de l'économiste écossais :

"Le capitalisme d'État, présent dans le monde entier et dont les activités dépassent parfois les frontières nationales, comprend les fonds souverains (Sovereign Wealth Funds, SWF) et les entreprises contrôlées (ou sur lesquelles une influence significative est exercée) par les gouvernements centraux ou locaux (State Owned Enterprises, SOE). L'importance de ces entreprises est soulignée dans un rapport du FMI : en 2018, la part des actifs des SOE parmi les 2000 plus grandes entreprises (non financières) du monde était de 20 %, soit le double de ce qu'elle était dix ans auparavant, pour une valeur totale de 45

000 milliards de dollars. Cela équivaut à environ 50 % du PIB mondial en 2018³⁴.

Selon l'auteur de ce rapport, les causes de cette renaissance du capitalisme d'État "classique" sont à rechercher dans les changements structurels négatifs de l'économie mondiale. On peut traduire cela par une exacerbation des tensions impérialistes dues aux difficultés croissantes du processus d'accumulation, aux investissements nécessaires pour y faire face, mais dont la rentabilité est incertaine ou en tout cas projetée sur une longue période. Un tableau aussi compliqué "fait penser alors à la nécessité d'un capital patient, et donc que le rôle de l'État sera de plus en plus présent"³⁵. Mais le capital par nature n'est pas, et ne peut pas être patient, et pour cette raison aussi, comme nous l'avons dit, il n'a jamais été laissé entièrement à la merci de son laissez-faire. Au contraire, l'État est intervenu avec une puissance de feu impressionnante à chaque fois que la longue crise historique qui a commencé il y a plus d'un demi-siècle s'est réveillée.

Incidentement, cela ne signifie pas que le fantasme des réformistes selon lequel il y a de l'argent pour les "classes subordonnées" ou qu'"un autre monde est possible" au sein de la société bourgeoise soit valable. La bourgeoisie trouve l'argent - ou plutôt, elle l'"invente" avec la dette et d'autres "magies" financières - mais

34 Gianluca Sabbadini, The Adam Smith Society, dans www.lamiafinanza.it, 2 juillet 2022. L'étude du FMI à laquelle il est fait référence est la suivante : Fonds monétaire international : State Owned Enterprises : The other government, Fiscal monitor, chapitre 3, avril 2020. Rappelons que la bourgeoisie n'est libre que vis-à-vis de la classe ouvrière. Entre fin mai et début juin, certains tenants de la Confindustria ont expressément demandé à l'État d'entrer dans Stellantis, soutenu, il va sans dire, par les syndicats, pour mieux faire face à la concurrence des constructeurs automobiles qui se " vantent " de bénéficier déjà de l'actionnariat du " public " (Renault, VolksWagen, etc.).

35 G. Sabbadini, loc. Cit.

seulement pour sa propre classe, pas pour le prolétariat, son antagoniste historique, qui est d'ailleurs blâmé pour les interventions nécessaires en faveur du capital. Le slogan machiste "Nous ne paierons pas la crise", si apprécié dans certains cercles gauchistes, n'a jamais été vrai et ne peut pas l'être. Tant que nous n'aurons pas pris le pouvoir et tiré un trait définitif sur la société bourgeoise, nous, le prolétariat, paierons toujours les crises des patrons. En vérité, le monde réformiste, dans toutes ses variantes, n'est pas en mesure d'avoir une vision de classe cohérente du monde du capital et se perd inévitablement dans ses propres écrans de fumée. Ce n'est pas un problème, s'il ne pollueait pas aussi les mentalités individuelles et les secteurs plus combatifs et instinctivement anticapitalistes de la classe ouvrière...

Mais reprenons la discussion : sans la puissance de feu financière déployée par l'État au cours des quinze dernières années - pour ne pas remonter plus loin - le système se serait effondré, d'un point de vue économique et donc social. Compte tenu de l'énorme retard politique de notre classe, dont témoigne la faible influence des petites minorités communistes, cela ne signifie pas que la révolution prolétarienne aurait nécessairement été aux portes. D'une part, les bouleversements socio-économiques auraient accéléré les tendances au conflit impérialiste généralisé, au fascisme-nationalisme. En revanche, le message politique de l'internationalisme révolutionnaire aurait trouvé une confirmation certainement dramatique, voire tragique. Il ne s'agit pas de réévaluer le slogan douteux "plus ça va mal, plus ça va bien" qui, dans l'abstrait, pue la pensée mécanique. Nous devons examiner le mouvement dialectique de la lutte des classes dans le contexte des convulsions du processus d'accumulation du capital et où l'existence ou l'absence de l'organisation révolutionnaire enracinée

dans la classe (le parti mondial ou international) est un élément fondamental à considérer.

Rappelons donc les grandes lignes de ce qu'a été l'intervention de l'État, à partir du choc de 2007-2008 déclenché par la crise des subprimes qui a débuté aux États-Unis. En plus de plonger un vaste secteur de prolétaires dans le désespoir, cette crise a conduit deux des "trois grands" de l'automobile au bord du gouffre : Chrysler et General Motors. Obama les a sauvées en leur accordant un prêt de 80 milliards de dollars, qui, si nous ne nous trompons pas, a été remboursé par la suite, mais en intensifiant l'exploitation de la main-d'œuvre, en particulier des nouvelles recrues, qui ont dû accepter des salaires nettement inférieurs à ceux de la main-d'œuvre existante. Malgré cela, l'ensemble de la main-d'œuvre a dû subir une dégradation des conditions de travail, y compris l'engagement de ne pas faire grève pendant un certain temps, grâce aux accords "responsables" signés par le syndicat.

La crise des subprimes s'est inévitablement étendue à tous les secteurs de l'économie de la plupart des pays. Elle a provoqué la faillite de banques et d'entreprises et l'appauvrissement de millions de prolétaires qui ont été dépossédés de leur logement parce qu'ils ne pouvaient plus payer l'hypothèque, licenciés, mis au chômage, sous-employés, précarisés. Selon un journal en ligne qui cite des données de la Commission européenne, entre 2008 et 2011, 1 600 milliards d'euros d'aides ont été accordés "au monde bancaire et financier", soit 13 % du PIB. Or, entre 2008 et 2010, le montant total des aides est estimé à 4 589 milliards d'euros³⁶. Il s'agit donc

d'une montagne d'argent mise à disposition par les gouvernements (pas nécessairement dépensée en totalité), qui aurait pu être utilisée pour aider la classe ouvrière, en matière de soins de santé, etc. Mais cela n'arrive que dans les visions naïves du réformiste : c'est-à-dire quelqu'un qui ne comprendra jamais vraiment que la société est divisée en classes aux intérêts irréconciliables et que l'État est l'outil exclusif de la classe qui exploite, opprime et gouverne : aujourd'hui, c'est la bourgeoisie. Ainsi, seule une partie de cet argent est allée à la classe ouvrière par le biais des "institutions" d'aide aux chômeurs³⁷, ce qui a permis aux secteurs (pas tous) les plus touchés par la crise de survivre en cherchant de l'air, dans le but évident d'étouffer la poussière de la lutte des classes. Dans l'ensemble, une opération réussie, notamment grâce à la "compréhension" habituelle des syndicats des problèmes du "pays" et - élément que nous ne nous laisserons jamais de souligner - à l'absence d'une boussole politique anticapitaliste cohérente au sein de la classe. D'autre part, la bourgeoisie, contrairement au prolétariat, a une conscience de classe et tire les leçons du passé. Elle sait donc que les turbulences sociales peuvent découler des turbulences économiques, créant des problèmes dans l'immédiat et encore plus dans l'avenir. Par exemple, dans les années 1929-33, des millions de chômeurs américains se sont lancés dans des luttes généralisées et déterminées, qui se sont répandues comme une traînée de poudre et ont renforcé les petites organisations qui, à tort ou à raison, se disaient communistes (des staliniens aux conseillistes, en passant par les trotskistes). Enfin, la résorption (partielle) du chômage par le New deal a réduit au minimum le mouvement combatif des chômeurs et,

36 Voir Martine Orange, Mediapart, respectivement le 21 décembre 2012 et le 4 décembre 2010.

37 L'État italien appliquait un système selon lequel les travailleurs licenciés par l'entreprise n'étaient pas au chômage mais recevaient temporairement un salaire (réduit).

au-delà, a ramené la gauche dans son ensemble à l'insignifiance politique³⁸.

Le même type d'interventionnisme, à une échelle encore plus grande, s'est manifesté lors de la pandémie de Covid -digne rejeton du mode de production capitaliste - lorsque, pour éviter un effondrement du système, de nouvelles aides étatiques extraordinaires ont été injectées en augmentant fortement la dette publique. En mars 2021, à peine élu, le président Biden lance l'American Rescue ACT, un "plan de relance budgétaire" de 1 900 milliards de dollars. Selon un économiste d'Unicredit, "en termes de stimulus fiscal direct (cash), le plan de sauvetage américain de Biden plus les 900 milliards d'aide approuvés par Trump à la fin de l'année dernière et un effet des stabilisateurs automatiques, en 2021 ils sont équivalents à un soutien économique égal à 11-12% du PIB". Certains cercles financiers ont spéculé qu'en conséquence "dans la période 2021-22, il y aura une augmentation des exportations mondiales vers les États-Unis égale à 360 milliards de dollars, dont l'Europe occidentale, avec 97 milliards de dollars, aurait la plus grande part"³⁹.

Mais ce n'est pas tout, car huit mois plus tard, presque comme s'il était l'exécutif testamentaire de Trump⁴⁰, Biden signait

38 Voir Paul Mattick, « Unemployment and the movement of the unemployed in the USA, 1936 », in Alfredo Salsano, *Anthologie de la pensée socialiste*, Laterza, 1983, vol. V, volume III, p. 954. La déception face à la partialité des résultats du New Deal a conduit, en 1936, à une reprise du mouvement des chômeurs, bien que sur une plus petite échelle ; ce n'est que la guerre qui les a résorbés et a fait disparaître le mouvement lui-même.

39 Les citations sont tirées de : Attilio Geroni, Le maxi plan Biden sera-t-il le précurseur du nouveau pacte de stabilité européen ?, *Il Sole 24 ore*, 22 mars 2021.

40 Au-delà de l'individu, lui-même à mi-chemin entre l'artiste de cabaret et le gangster, ou plus simplement le fasciste, cela confirme que la soi-disant démondialisation et le "Make America Great Again" répondent à un besoin

le 15 novembre une nouvelle intervention colossale, l'Infrastructure Investment and Jobs Act, qui allouait " 1 200 milliards de dollars pour améliorer les infrastructures américaines au cours des prochaines années, afin d'accroître la compétitivité internationale du pays "⁴¹ Pas mal pour un État qui se veut le protecteur du libre marché. Seulement, des protecteurs comme lui, il y en a beaucoup. En effet, l'Union européenne, malgré l'énorme passif de ne pas être un État au sens plein, a mis de côté l'austérité budgétaire qu'elle appliquait pour étrangler le prolétariat grec, et a accordé des dérogations budgétaires via des aides fiscales directes et indirectes de toutes sortes. L'Italie, avant et pendant le gouvernement Draghi (qui, en tant que gouverneur de la BCE, a tenu fermement le gouvernail de l'austérité) a été, de l'avis d'autres banquiers "faisant autorité", le pays le plus aidé pendant la pandémie : "Selon une étude de Bank of America, au cours des deux dernières années et demie, nous avons reçu près de 1,4 trillion entre les stimuli publics et monétaires : environ 69% du PIB. Plus que les États-Unis, l'Allemagne et les pays les plus pauvres du monde [...] le pays qui a reçu le plus d'aides (en pourcentage du PIB) pour soutenir et relancer l'économie"⁴² L'importance de toutes ces aides est à nouveau soulignée par la Cour des comptes, selon laquelle "les deux tiers de la croissance italienne d'ici 2026 sont dus à l'impulsion du Pnrr, [le Piano Nazionale di Ripresa e Resilienza : Le Plan national pour la relance et la résilience], car sans le Plan, le taux annuel moyen [attendu] de 1,2 % serait réduit à un

fondamental du capital américain et de sa bourgeoisie. Ainsi, les modalités de mise en œuvre peuvent changer, mais la tendance demeure.

41 Sarah Pasetto, Cour constitutionnelle, Service des études, Espace droit comparé, novembre 2021.

42 Eugenio Occorsio, "Ristori, Pnrr et l'argent de la BCE : L'Italie est le pays le plus "aidé" du monde", *Repubblica online*, 25 juillet 2022.

modeste +0,4 %, normal pour l'Italie au cours des vingt années de stagnation pré-pandémique"⁴³.

En outre, la guerre en Ukraine a donné aux États-Unis l'occasion de frapper durement la bourgeoisie européenne et son aspiration à jouer un rôle indépendant vis à vis des deux principaux protagonistes de l'impérialisme mondial, à savoir : les États-Unis et la Chine.

Pour faire face aux graves difficultés économiques, "depuis mars dernier, en dépit des règles communautaires habituelles, Bruxelles a pris 210 décisions autorisant 190 mesures nationales pour 673 milliards d'euros de subventions publiques. L'importante marge de manœuvre budgétaire disponible fait de l'Allemagne la reine des aides d'État"⁴⁴ L'Allemagne a alloué 356 milliards d'euros, la France 162 milliards d'euros, l'Italie 51 milliards d'euros. Parmi ces crédits figurent la renationalisation d'EDF (10 milliards d'euros) et l'acquisition par l'État (8 milliards d'euros) d'Uniper, le principal distributeur de gaz allemand. L'"important espace fiscal disponible" est l'élément qui entoure le Plan industriel Green Deal pour la reconversion "écologique" de l'industrie européenne sur lequel les pays européens se sont écharpés en février lors de la réunion convoquée pour répondre à l'énième coup de massue que l'impérialisme américain a donné à son ami et allié européen (?). En effet, certains États de l'UE, dont l'Italie, font pression pour la création d'un fonds souverain européen. D'autres, dont l'Allemagne, ne veulent pas entendre parler d'un partage de la dette publique. Un compromis a donc été trouvé pour

43 Gianni Trovati, " Italy hanging from the Pnrr : two thirds of GDP growth from the plan by 2026 ", Il Sole 24 Ore+, 26 mai 2023.

44 "Aides d'État, voici le classement de l'UE : L'Allemagne première, l'Italie troisième", Il Sole 24 Ore+, 12 février 2023.

reporter à l'été la question d'un éventuel fonds souverain. En attendant, ceux qui ont des "espaces fiscaux disponibles" peuvent accorder de nouvelles aides, une fois de plus en dérogation aux principes sacrés du libre marché. L'Italie, qui contrairement à l'Allemagne (et à la plupart des autres États) ne dispose d'aucune "marge de manœuvre", peut au contraire choisir de dépasser la période de mise en œuvre initiale du Pnrr, sur laquelle elle est en retard. D'où l'inquiétude exprimée par la Cour des comptes, au nom d'une partie importante de la bourgeoisie italienne.

Next Generation UE n'est pas capable de répondre à un tableau encore plus complexe des énormes problèmes de santé, d'environnement, de guerre qui s'entremêlent et renforcent la crise économique (dont ils sont issus) : le résultat d'un capitalisme rongé par le cancer qui parvient à dissimuler, comme nous l'avons déjà dit, la baisse du taux de profit. L'"État" européen a alors intensifié ses efforts pour empêcher sa propre bourgeoisie de faire de la figuration sur le théâtre de l'impérialisme mondial. Et le plus grand danger vient précisément de "l'ami américain". L'impérialisme à la bannière étoilée doit avoir une relation particulière avec le mois d'août, puisqu'il a déjà effectué deux mouvements pendant les vacances d'août qui ont créé de grandes difficultés pour les ennemis et, surtout, pour les amis (ou, plutôt, les subordonnés).

La première mesure, désormais historique, est la renonciation du président Nixon aux accords de Bretton Woods le 15 août 1971, début officiel, en quelque sorte, de la crise structurelle qui a mis fin au boom de l'après-guerre. La seconde est la signature de l'Inflation Reduction Act (IRA) par Biden le 16 août 2022, un plan (encore un) d'une valeur de 738 milliards de dollars, dont 391 milliards sont destinés à la soi-disant

transition verte⁴⁵. Les écologistes réformistes se sont peut-être réjouis, mais certainement pas la bourgeoisie européenne. D'abord parce que les incitations aux technologies et à la production "vertes" ne vont qu'à ceux qui produisent sur le sol américain ou quelque part où il y a un accord de libre-échange, par exemple au Canada et au Mexique, où, par coïncidence, le capital américain a délocalisé plusieurs usines industrielles. Protectionnisme ? Ce qui est certain, c'est que la bourgeoisie américaine ne veut pas courir le risque de voir les stimulants étatiques finir dans les poches des capitaux européens et surtout chinois qui sont mieux équipés, dans divers secteurs, du point de vue de la production. Au contraire, ils entendent renforcer un système industriel que la course aux taux de profit plus élevés a en partie déplacé de manière significative hors des "frontières patrimoniales", affaiblissant ainsi la capacité opérationnelle de leur propre impérialisme. La pandémie, et maintenant la guerre en Ukraine, ont clairement mis en évidence les risques liés à la délocalisation de nombreuses branches de production, des plus avancées à celles considérées comme banales mais devenues indispensables au cours de la pandémie, comme les équipements de protection individuelle. Ils ont également mis en évidence la fragilité du "juste à temps" - surtout lorsqu'il est "étalé" sur plusieurs continents - qui fonctionne jusqu'à ce qu'il soit perturbé par des événements extérieurs (si l'on peut dire) et notamment par la lutte des classes, qui reste malheureusement encore le géant endormi. À long terme, il est difficile d'exercer le rôle de première superpuissance mondiale si l'on ne dispose pas d'un cadre industriel et infrastructurel adéquat. Par exemple, si l'on ne maîtrise pas la chaîne

45 Voir Christian Marazzi, *Diary of the Crisis - The Collapse of the post-Fordist Paradigm*, Sinistrainrete, 21 février 2023.

d'approvisionnement des semi-conducteurs, qui est désormais fondamentale dans presque tous les secteurs de production, à commencer par l'armement. Mais aujourd'hui, la production de microprocesseurs se concentre en Corée du Sud et, surtout, à Taïwan, objet de convoitise de l'impérialisme chinois. Voici donc les incitations à la production nationale de puces à hauteur d'un milliard de dollars - une pratique suivie par l'UE et la Chine - et les portes sont grandes ouvertes à la plus grande entreprise de semi-conducteurs du monde, la taïwanaise TSMC, qui construira à Phoenix, en Arizona, une usine de 40 milliards de dollars employant 10 000 personnes⁴⁶. Bien sûr, cela signifie quatre millions de dollars par emploi, ce qui donne une idée de la composition organique très élevée du capital, en particulier dans les secteurs de pointe, et de la nécessité subséquente, par conséquent, d'élever à des niveaux tout aussi élevés l'extorsion de la plus-value : le niveau d'exploitation requis pour mériter ces investissements gigantesques. Mais, comme Marx l'a bien expliqué, si le montant de la plus-value augmente, le taux est progressivement réduit à mesure que la composition organique du capital augmente, puisqu'elle ne peut pas suivre le rythme de l'augmentation en elle-même⁴⁷.

Incitations, protectionnisme, possibilité pour les États d'acquérir des parts dans les industries de pointe, comme l'a proposé M. Vesteger, vice-président de la Commission européenne, lors du sommet de février sur le Green Deal. On peut

46 Luca Celada, "The economic war with chips. Biden "internalise" Taiwan", *Il Manifesto*, 22 décembre 2022.

47 Sur les limites de l'augmentation de la productivité, voir Karl Marx, *Fondements de la critique de l'économie politique ("Grundrisse")*. Einaudi, 1976, vol. I, p. 288-297 [pages 240-247 par la rédaction d'IMEL] et *Il Capitale*, Einaudi, 1975, Livre I, chapitre 15, pages 638-638.

l'appeler comme on veut, mais il s'agit en fait d'un capitalisme d'État, si possible encore plus dominé par le capital que le capitalisme traditionnel, car ici l'État ne prend pas la place du capitaliste individuel dans la propriété/gestion de l'entreprise, mais le laisse à sa place et lui fournit les bouffées d'oxygène sans lesquelles il mourrait.

Elle soulage également les entreprises du fardeau des augmentations salariales, en les remplaçant par de modestes substituts à la croissance des salaires réels, qui, puisqu'ils sont déboursés par les finances "publiques", sont en fin de compte payés par la classe ouvrière, à partir d'impôts auxquels, contrairement à la bourgeoisie, elle ne peut pas se soustraire. Parmi les nombreux exemples possibles, nous en citons quelques-uns.

Contrairement à ses promesses de campagne, lorsque M. Biden a adopté la loi sur les infrastructures (Infrastructure Act), il n'a pas porté le salaire minimum fédéral à 15 dollars de l'heure - dans de nombreux États, il est encore au même niveau qu'au début des années 1970. Il n'a pas non plus porté l'allocation de chômage à 400 dollars par semaine, mais l'a laissée à 300 dollars. Avec son Jobs Act, Renzi a donné aux patrons une nouvelle arme à pointer sur la tempe de la classe ouvrière et, dans le même temps, il a "donné" un supplément de 80 euros par mois aux salaires les plus bas. Enfin, pour clore cet aperçu très partiel, la cheffe du gouvernement, cette admiratrice du Duce, a imposé un autre "paquet" à la classe ouvrière avec la soi-disant réduction des déductions salariales, aux dépens des pensions et des secteurs les plus pauvres du prolétariat⁴⁸.

Mais il y a un autre élément qui souligne à quel point l'intervention de l'État est une composante fondamentale de l'accumulation du capital, c'est la

48 <https://www.leftcom.org/it/>

politique des banques centrales. Leur rôle a toujours été important, cela va sans dire, mais il s'est accru parallèlement aux difficultés générées par la baisse du taux de profit.

L'abolition des contrôles sur certaines activités bancaires qui ont été introduits après 1929, ainsi que la suppression des restrictions sur les politiques de taux d'intérêt, ont donné une puissante accélération à la finance spéculative et à l'endettement, dans l'illusion qu'il est possible d'échapper au processus de valorisation réelle du capital, qui ne peut avoir lieu que dans la sphère de la production. Faire de l'argent avec de l'argent crée d'énormes masses de capital fictif, ainsi appelé parce que les valeurs qu'il est censé représenter n'existent pas encore, elles ne sont qu'une "promesse" de valeurs futures.

Comme la plus-value extorquée dans le processus de production est rare⁴⁹, on crée de la dette, on abaisse les taux d'intérêt à zéro ou même en dessous de zéro, tandis que l'on introduit de l'argent en quantités gigantesques dans le circuit économique (ce que l'on appelle la politique monétaire accommodante ou Quantitative Easing), par le biais de l'achat de titres et d'obligations. Mais, comme le montrent les faits, tout cet argent ne stimule pas l'économie réelle (la production), il finit le plus souvent dans le cercle vicieux de la spéculation financière, car, une fois de plus, la productivité est à la traîne.

Il ne faut pas oublier que la productivité pour le capital ne signifie pas simplement plus de "choses", plus de marchandises,

49 Paradoxalement, malgré les hauts niveaux d'exploitation, la classe ouvrière n'est pas suffisamment exploitée pour rémunérer le capital investi ou qui devrait être investi pour continuer le cycle de la reproduction élargie du capital. L'explication se trouve, une fois de plus, dans les pages de Marx citées à la note 23.

mais des marchandises qui contiennent une quantité de plus-value telle qu'elle justifie l'investissement, en termes de taux de profit. Jusqu'à présent, cette version monétaire de la « multiplication des pains et des poissons » a évité l'effondrement de l'économie mondiale, mais elle aggrave certains aspects de la crise, en maintenant en vie des entreprises non rentables (entreprises zombies), en creusant le déficit et en augmentant la dette. Même la réduction de l'imposition du capital et des riches en général, qui dure depuis des décennies et qui est un palliatif féroce à la baisse du taux de profit, ne résout pas le problème : la "propension" à investir reste faible, les services "sociaux" sont brutalement réduits et il n'y a pas de signe, même lointain, de ruissellement de la richesse vers le bas, comme l'ont théorisé les néolibéraux. Au contraire, on assiste à un transfert de richesse du bas vers le haut. Évidemment, une partie de la bourgeoisie, la plus consciente, est attentive aux dangers de la situation pour la stabilité du système et, probablement sans le savoir, son analyse de l'état actuel des choses, jusqu'à un certain point, est proche de la nôtre. Certains, en raison de l'importance de la dette, de l'explosion du capital fictif et de l'intervention des institutions étatiques, disaient sans ambages que nous étions confrontés à des interventions d'économie de guerre, voire à une nationalisation de facto de l'économie, et ce bien avant la pandémie. En effet, l'une de ces "têtes pensantes" déclare que

" Lorsqu'une banque centrale acquiert - par la création monétaire pure et simple - l'équivalent des $\frac{3}{4}$ de l'économie nationale, on obtient des résultats problématiques : 1) une certaine forme de " nationalisation " de l'économie par l'institut d'émission [suivie de] la substitution d'un organisme public aux forces du marché [...] on ne trouve généralement pas de limitations de la

Banque centrale par rapport aux pouvoirs publics, comme en temps de guerre lorsque les gouvernements de défense nationale fixent les taux." A l'appui de ses thèses, l'auteur de ces considérations introduit un fait choquant, pour une gestion "saine" de l'économie selon un point de vue bourgeois classique (ou presque) :

"Le fait qu'une banque centrale comme la BCE ait décidé d'acheter des obligations représentant plus de 70% du PIB de la zone euro donne une idée de l'ampleur inouïe de l'explosion qui s'est produite après 2014 en termes de soutien monétaire à l'économie."⁵⁰

Pour lui, comme pour nous, le point fondamental est que les investissements productifs diminuent depuis vingt ans (au moins, pourrait-on ajouter), ainsi que la productivité⁵¹, et que la garantie, c'est-à-dire le renflouement pratiqué par les États pour les banques et les institutions financières en général menacées de faillite par leur spéculation désinvolte, ne fait qu'encourager la spéculation elle-même, au détriment de la " nation ", c'est-à-dire, précisons-le, du prolétariat. Bien plus lucide que le réformisme, il indique la voie à suivre pour sortir de ce cercle vicieux : il faut "rétablir la rémunération de l'investissement productif, en encourageant le travail plutôt que la redistribution"⁵².

La bourgeoisie fait tout son possible pour encourager le travail, avec les "réformes" des retraites, avec l'attaque contre la soi-disant "aide sociale" et le passage au workfare ; elle baisse les salaires,

50 Jacques de Larosière, *En finir avec le règne de l'illusion financière. Pour une croissance réelle*, Odile Jacob, 2022, pp. 70-71. L'auteur a été directeur du FMI, gouverneur de la Banque de France et président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

51 J. de Larosière, loc. cit. p. 30 et 38, où se trouve un graphique illustrant le déclin.

52 J. de Larosière, loc. cit. p. 104.

exacerbe le sous-emploi ou la précarité, augmente "l'armée de réserve industrielle" (le chômage) pour tenter de rétablir la rentabilité de l'investissement productif. Dans de nombreux pays, il offre de généreuses incitations à la rénovation des machines⁵³, ce qui constitue, comme les autres formes de soutien, une bonne bouffée d'air frais pour les secteurs/individus concernés, mais - et nous revenons au point de départ - quelle que soit la quantité d'argent que l'État injecte dans le système économique, cette injection ne peut pas rajeunir un organisme décrépît, car la forte composition organique du capital rend difficile l'augmentation de cette productivité (de la plus-value) qui est l'alpha et l'oméga du capitalisme. Sans compter que l'argent doit être trouvé par le biais de la fiscalité qui, comme nous l'avons dit, a été abaissée sur le capital pendant des décennies, et qui fait que la dette de l'État augmente encore. Il y a donc trop de capitaux à la recherche de rendements satisfaisants qui, en raison de la rareté des opportunités, se jettent dans la spéculation, y compris évidemment sur les dettes publiques et privées. Selon l'ancien gouverneur de la Banque de France, entre 2000 et 2020, "Au total, à l'échelle mondiale, le ratio est de 23% de valeur réelle créée par l'investissement et de 77% par le jeu des valorisations"⁵⁴, c'est-à-dire par les différentes formes de spéculation financière. Aux États-Unis, ce ratio

53 En ce qui concerne l'Italie, "au cours de la période quadriennale 2020-2023 [...] la consommation italienne [c'est-à-dire l'investissement] dans de nouvelles machines devrait atteindre 112 milliards d'euros (en moyenne 28 milliards d'euros par an) [par rapport à 2012-15, soit une augmentation de 59 %] à laquelle le plan Industrie 4.0 apporte une contribution fondamentale", dans Marco Fortis, "L'industrie 4.0 a ralenti la reprise du PIB italien, le redimensionnement est une erreur", *Il Sole 24 Ore+*, 18 janvier 2023. Le plan en question a été lancé par Renzi en 2016.

54 J. de Larosière, op. cit. page 113.

pourrait atteindre 13 % contre 87 %. Au début de l'année 2022, la dette mondiale était estimée à plus de "300 000 milliards de dollars. Ce chiffre, un record absolu en temps de paix, représente 360 % du PIB mondial"⁵⁵.

On l'a vu, depuis plus de cinquante ans, le capital est aux prises avec la manifestation de sa principale contradiction : la baisse du taux de profit moyen, et tente par tous les moyens de l'appivoiser, notamment par un recours toujours plus important à l'État. La " transition écologique " elle-même qui, si l'on est très optimiste, limitera au mieux les effets de la catastrophe climatique désormais évidente - fille légitime de la recherche désespérée du profit sous la pression de la crise - n'est même pas concevable sans une intervention accrue de l'État, quelle que soit la manière dont on la présente.

Attaques contre les conditions de travail et donc de vie du prolétariat, catastrophe écologique, risque imminent de guerre impérialiste généralisée, avec son énorme cortège de morts et de destructions : il y a de quoi prendre conscience de l'incompatibilité entre l'existence du capital et notre propre existence, voire de la vie elle-même. Mais seul le prolétariat révolutionnaire, guidé politiquement par son parti international, a la clé pour sortir de cette situation insoutenable : soit le communisme, soit la barbarie sans fin.

CB, août 2023

NDLR : Le capitalisme d'État est une question complexe qui mérite encore d'autres réflexions... à suivre !

55 J. de Larosière, op. cit. page 15 et page 17 précise que " Alors que la partie de la dette des entreprises non financières classée BBB (c'est-à-dire la position la plus basse parmi les entreprises de bonne qualité dites investment grade) représentait 25 % du marché en Europe et 40 % aux États-Unis en 2011, les chiffres sont aujourd'hui égaux à 50 % ."

La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. Elle semble l'avoir compris, car en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, on a vu renaître en même temps ces aspirations communes, et en même temps aussi des efforts ont été faits pour réorganiser politiquement le parti des travailleurs.

Il est un élément de succès que ce parti possède : il a le nombre ; mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. L'expérience du passé nous a appris comment l'oubli de ces liens fraternels qui doivent exister entre les travailleurs des différents pays et les exciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affranchissement, sera puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées. C'est poussés par cette pensée que les travailleurs de différents pays, réunis en un meeting public à Saint-Martin's Hall le 28 septembre 1864, ont résolu de fonder l'Association Internationale

Une autre conviction encore a inspiré ce meeting.

Si l'émancipation des classes travailleuses requiert leur union et leur concours fraternels, comment pourraient-elles accomplir cette grande mission si une politique étrangère, qui poursuit des desseins criminels, met en jeu les préjugés nationaux et fait couler dans des guerres de piraterie le sang et dilapide le bien du peuple? Ce n'est pas la prudence des classes gouvernantes de l'Angleterre, mais bien la résistance héroïque de la classe ouvrière à leur criminelle folie qui a épargné à l'Europe occidentale l'infamie d'une croisade pour le maintien et le développement de l'esclavage outre Atlantique. L'approbation sans pudeur, la sympathie dérisoire ou l'indifférence stupide avec lesquelles les classes supérieures d'Europe ont vu la Russie saisir comme une proie les montagnes-forteresses du Caucase et assassiner l'héroïque Pologne, les empiétements immenses et sans entrave de cette puissance barbare dont la tête est à Saint-Petersbourg et dont on retrouve la main dans tous les cabinets d'Europe, ont appris aux travailleurs qu'il leur fallait se mettre au courant des mystères de la politique internationale, surveiller la conduite diplomatique de leurs gouvernements respectifs, la combattre au besoin par tous les moyens en leur pouvoir, et enfin lorsqu'ils seraient impuissants à rien empêcher, s'entendre pour une protestation commune et revendiquer les simples lois de la morale et de la justice qui devraient gouverner les rapports entre individus, comme lois suprêmes dans le commerce des nations.

Combattre pour une politique étrangère de cette nature, c'est prendre part à la lutte générale pour l'affranchissement des travailleurs.

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

K. Marx

« Adresse inaugurale de l'Association Internationale des Travailleurs » (1864),
<https://www.marxists.org/francais/ait/1864/09/18640928.htm>

L'écocosocialisme : « rouge à l'intérieur, vert à l'extérieur », mais 100% bourgeois !

Qu'est ce que l'écocosocialisme ?

L'écocosocialisme est un courant de pensée apparu dans la deuxième moitié du 20ème siècle – dans le sillage des mouvements contestataires des années 1970 – dont l'objectif est de combiner l'existence d'un mode de production socialiste avec la préservation de l'environnement, considérant que le capitalisme, de par son objectif de rentabilité et d'accumulation à court terme, en est incapable. Ce courant idéologique, inspiré par l'écologie politique et les idées de la New Left, a façonné les visions programmatiques de bon nombre d'organisations de la gauche anti-stalinienne au niveau international, qui dénonçaient toutes le « socialisme réel » parce qu'il conservait fondamentalement les mêmes ambitions productivistes et une même vision du développement – basée uniquement sur la croissance de la production matérielle – que les États capitalistes.

C'est notamment le cas des organisations trotskistes, dont il est mentionné dans cet article, et de la Quatrième Internationale, fondée en 1938 par Léon Trotski, qui se sont emparées de ce thème au début de ce siècle pour défendre leur propre vision d'un « socialisme vert », destiné à faire face aux crises environnementales et au réchauffement climatique en même temps qu'au système socio-économique responsable de ces crises⁵⁶.

L'idée, notamment théorisée par Michael Löwy (membre du NPA et un des

56 Il s'agit là du concept de capitalocène, théorisé par le trotskiste Andreas Malm pour désigner la responsabilité évidente du système capitaliste dans l'effondrement de la biodiversité et la hausse continue des émissions de gaz à effet de serre depuis la Révolution industrielle.

principaux théoriciens de l'écocosocialisme, en tant que co-auteur du Manifeste international de l'écocosocialisme), est qu'en planifiant la production selon les besoins et non selon les logiques prédatrices des capitalistes fondées avant tout sur la recherche du profit, le consumérisme et le productivisme disparaîtraient pour laisser place à une nouvelle organisation démocratique de la société, soutenable tant au niveau social qu'environnemental⁵⁷.

À première vue, cette perspective peut paraître intéressante, et peut vaguement ressembler aux idées de la gauche communiste italienne développées par Amadeo Bordiga, en particulier dans *Espace contre ciment* (1953) et *Le programme immédiat de la révolution* (1953). Dans ces articles, avant-gardistes⁵⁸ à bien des égards, il analyse la destruction de l'environnement causée par l'urbanisation capitaliste anarchique, et défend un « plan de sous-production » et la division immédiate par deux du temps de travail⁵⁹.

À ceci près que notre méthode d'analyse critique ne consiste pas à prendre pour acquis les déclarations des uns et des autres se prétendant socialistes, mais plutôt d'étudier les idées et actes en lien avec notre conception marxiste et révolutionnaire. Il s'agit donc dans le présent article d'examiner plus en détail cette conception politique, afin de montrer en quoi elle se révèle incapable de

57 <https://reporterre.net/Mieux-que-la-coalition-PS-Verts-l>

58 Avant-gardiste au sens d'une remise en avant du véritable marxisme : c'est à dire une réflexion profonde sur l'homme dans la nature.

59 https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1953/00/bordiga_19530000.htm et <https://sinistra.net/lib/bas/progra/vaki/vakiqcedof.html>

réellement transformer le mode de production dans une perspective communiste et écologiquement soutenable.

Selon Michael Löwy et Corinne Morel Darleux (secrétaire nationale du Parti de gauche, parti qui se revendique également de l'éco-socialisme), « Seule une prise en charge collective démocratique permettra de mettre l'économie au service des besoins, réduire le temps de travail, supprimer les productions inutiles et nuisibles, remplacer les énergies fossiles par la sobriété, l'efficacité énergétique et les renouvelables. Ce qui implique des incursions profondes dans la propriété capitaliste, une extension radicale du secteur public (!) et de la gratuité, bref une planification écologique cohérente »⁶⁰. L'écosocialisme se résume donc à un changement de paradigme politique et économique utopique, grâce auquel la population pourrait réorienter par elle-même – sans se confronter à l'État existant de la bourgeoisie – l'économie vers davantage de « sobriété » et de temps libre, pour ne plus sur-produire et sur-consommer mais répondre à ses besoins essentiels. Leur solution serait de remettre en cause la « propriété capitaliste », par la planification étatique et le renforcement des services publics. Pour eux, des initiatives au niveau mondial vont dans ce sens : non celles de la gauche « sociale-libérale », mais davantage les ambitions écologistes de la gauche latino-américaine, citant notamment l'exemple équatorien du Parc Yasuni ITT (ne pas exploiter le gisement pétrolier qui se situe sous-terre, au sein du Parc national Yasuni, reconnu comme « réserve de biosphère »). Quelle utopie !

Drôle « d'éco-socialisme » qui repose sur la propriété privée de la majeure partie de l'économie, et qui considère, par exemple, que « l'or noir », à savoir le pétrole, doit

60 <https://reporterre.net/Mieux-que-la-coalition-PS-Verts-l>

être utilisé massivement pour sortir du sous-développement chronique et de la pauvreté (ce projet sera d'ailleurs abandonné dès 2016 par le gouvernement de... Rafael Correa !) ⁶¹. Parler de « révolution écosocialiste » et de « radicalité » ne peut dissimuler l'absence claire de perspectives révolutionnaires : quelle révolution lorsqu'on ne pose la question de la prise du pouvoir que par les élections et, au mieux, des manifestations-promenades, dans le seul but manifeste d'étendre la propriété publique capitaliste (et donc l'exploitation) ? ⁶² Quelle révolution lorsqu'on considère que la gauche latino-américaine, notoirement extractiviste, est un exemple édifiant d'éco-socialisme ? Les tenants de cette idéologie se ridiculisent à la seconde où ils proposent des exemples concrets d'application de leur doctrine pseudo-révolutionnaire !

Et les trotskistes ?

Cela n'a pas empêché les diverses organisations trotskistes de chercher à élaborer une doctrine cohérente de l'éco-socialisme, développée notamment dans la résolution à ce sujet par la Quatrième Internationale⁶³. Si cette résolution évoque bien le principal coupable du réchauffement climatique planétaire, qui nous rapproche dangereusement de la barbarie avec possiblement 3 degrés au-dessus de l'ère pré-industrielle, à savoir le capitalisme et le « socialisme réel » (c'est-à-dire le capitalisme d'État), leur vision pêche par un manque de radicalité

61 <https://www.courrierinternational.com/article/2013/08/22/equateur-l-or-noir-plus-fort-que-la-foret>

62 Le NPA soutient notamment, de manière « critique », la coalition de « gauche » NUPES. Michael Löwy, par ailleurs, a historiquement soutenu le Parti des travailleurs au Brésil. Sur la question de la différence entre propriété publique et propriété commune ou collective, le texte de Pannekoek est éclairant : <https://www.marxists.org/archive/pannekoek/1947/public-ownership.htm>

63 <https://inprecor.fr/articles/article-2129.html>

certain⁶⁴. Ainsi, cette résolution considère que, même si elle promet le capitalisme vert, « la décision prise à la COP21 de fixer le seuil de dangerosité du réchauffement à 1,5 °C est un succès et un point d'appui pour le mouvement », alors que ce seuil sera probablement dépassé dans la décennie. Pour respecter cette décision, la Quatrième internationale défend « la socialisation du secteur énergétique » ; « la socialisation du secteur du crédit » [un crédit vert ?] ; « l'abolition de la propriété privée des ressources naturelles » ; « la destruction de tous les stocks d'armes, la suppression des productions inutiles (armement entre autres), ou nuisibles (pétrochimie, nucléaire), la production de valeurs d'usage démocratiquement déterminées au lieu de valeurs d'échange » ; « la gestion commune et démocratique des ressources en fonction des besoins humains réels, dans le respect du bon fonctionnement et des capacités de renouvellement des écosystèmes » ; « l'abolition de toutes les formes d'inégalité et de discrimination basées sur le genre, la race, l'ethnie, la religion, ou la préférence sexuelle » ; « l'émancipation de toutes et tous les opprimés, en particulier l'émancipation des femmes et des personnes de couleur » ; « l'abolition du temps contraint, du travail producteur de marchandises en tant que catégorie aliénante, distincte de la libre activité humaine et destructrice de temps libre » et enfin « une politique socio-économique de long terme visant à rééquilibrer les populations urbaines et rurales et à dépasser l'opposition entre villes et campagnes ».

Ce programme étant non-applicable immédiatement, la Quatrième Internationale propose des « mesures de

64 Radical dans le sens de prendre les choses à la racine du mal. Et donc changer totalement de paradigme : faire une critique de toute l'évolution de l'Humanité depuis la fin des sociétés primitives vers l'appropriation des biens.

transition », destinées à faire pression sur les gouvernements en même temps qu'à « radicaliser » les mouvements de protestation. Ces demandes, purement illusoires, révèlent, derrière les objectifs « radicaux » en parole, une vision clairement réformiste de l'action politique : il est en effet ridicule de demander le « désinvestissement » des énergies fossiles ou « l'arrêt de l'exploitation » de ces énergies alors même qu'elles sont la base du système capitaliste mondial, et que ce ne sont pas des « grèves pour le climat » – sans aucun impact économique – et tutti quanti qui humaniseront les décideurs politiques et économiques⁶⁵. De même, demander « l'abolition des traités de libre-échange » est là encore fantaisiste, car ces derniers sont depuis longtemps l'armature de la mondialisation néolibérale, et leur retrait par des gouvernements dits « progressistes » ne pourrait conduire qu'au retour du protectionnisme. S'il est évidemment nécessaire de prendre en compte les mouvements de lutte spontanés qui émergent sur des enjeux aussi divers que les « projets extractivistes » et les « grands travaux inutiles » ; « les appropriations capitalistes des territoires, des océans et de leurs ressources » ; « les droits des femmes » et la « liberté d'installation et de mouvement des réfugiés » ou encore « les droits des peuples premiers à l'autodétermination », cela ne doit en aucun cas conduire à l'abandon de l'orientation politique classiste du mouvement ouvrier. Notre objectif doit être d'entraîner les prolétaires illusionnés et désabusés qui participent à ces mobilisations vers une autre direction : la prise de conscience de leurs intérêts propres dans l'affrontement décisif contre le capital. La lutte victorieuse ne peut se faire que sur un terrain de classe révolutionnaire pour renverser le

65 Et pourtant, le NPA se félicite de ces vaines incantations au « changement » : <https://nouveau-parti-anticapitaliste.org/agir/ecologie/pour-lurgence-sociale-et-urgence-climatique-la-jeunesse-mobilisee>

capitalisme, et non sur un terrain interclassiste de soutien à quelque bourgeoisie « progressiste » que ce soit, comme le fait de manière constante la Quatrième Internationale, prêchant dans le désert que cette bourgeoisie de « gauche » pourrait, sous pression du « peuple », changer les choses⁶⁶. Nous avons déjà vu que cela ne peut être le cas.

A cela s'ajoutent des réformettes dignes de la social-démocratie, comme le fait de « garantir de bons systèmes de sécurité sociale », de « taxer les transports internationaux » et les « transactions financières », ou pire, de « respecter les engagements concernant le Fonds vert », géré aujourd'hui par la Banque Mondiale et que les trotskistes voudraient, comme par magie, exproprier au profit des communautés du Sud. En plus d'une réforme agraire et fiscale – qui est le programme des mouvements nationalistes démocratiques-bourgeois, et non le programme communiste – la Quatrième Internationale défend le « développement d'entreprises publiques et communautaires », sous « contrôle ouvrier et citoyen » (?), pour créer des emplois dans la transition écologique : on voit clairement que leur solution n'est en réalité qu'un capitalisme d'État vert, se bornant à défendre le « développement du secteur public »⁶⁷. Les « principes clés »

66 Nous renvoyons à la Motion Cochabamba, adoptée lors du 16e congrès mondial de la IVe Internationale en 2010, qui « Se félicite de l'initiative prise par le président bolivien, Evo Morales, de convoquer un sommet des peuples sur le climat et les droits de la Terre Mère afin de faire entendre la voix des peuples indigènes et d'élaborer une riposte commune à la politique impérialiste de partage du monde et de l'atmosphère entre grandes puissances. Appelle toutes les forces politiques et sociales en lutte contre l'exploitation et l'oppression à soutenir la réunion de Cochabamba et à y participer dans la mesure du possible ». <https://inprecor.fr/articles/article-924.html>

67 Pour une critique plus générale du trotskisme et des « mesures de transition » en particulier, nous renvoyons à la brochure de la CWO

qui doivent guider la « transition juste » révèlent bien leur vision d'un éco-socialisme qui ne diffère en rien des autres gauches du capital : « justice environnementale et sociale », « lutte contre les inégalités » (?), et éloge de la « démocratie » qu'Engels critiquait déjà en son temps, en 1843⁶⁸.

La Quatrième Internationale ne peut finalement se résoudre, du fait de son illusion programmatique et activiste, qu'à soutenir des organisations de l'écologie politique (les Amis de la Terre ou Greenpeace) et les syndicats « de gauche » qui appuient la nationalisation de secteurs stratégiques (tel le crédit) et des initiatives comme « la campagne pour un million d'emplois verts en Grande-Bretagne » (soutenues par « la plupart des grands syndicats et la TUC ») ou la « campagne pour une transition juste » (soutenue par la CSI). Au final, ce que montre cette Résolution, c'est que si les organisations trotskistes défendent un programme réformiste apparemment « radical » – tout en utilisant une phraséologie révolutionnaire – pour mystifier les travailleurs, cela ne peut en aucun cas déboucher sur une transformation radicale des rapports sociaux, mais uniquement conduire ces organisations à servir de force d'appoint à la gauche de gouvernement « verte » : telle est l'histoire du trotskisme depuis maintenant près d'un siècle.

Et les « humanistes » ?

L'éco-socialisme n'est néanmoins pas uniquement lié au mouvement trotskiste international : d'autres partis de gauche s'en revendiquent également. En France, c'est le cas notamment de la France Insoumise. Aux États-Unis, des

(Trotsky, Trotskyism, Trotskyists) disponible à l'adresse suivante : <https://www.leftcom.org/en/articles/2000-10-01/trotsky-and-trotskyism>

68 « Progrès de la réforme sociale sur le continent », The New Moral World, 1843

Démocrates Socialistes d'Amérique (DSA) avec leur fameux « Green New Deal », en référence au New Deal du bourgeois « progressiste » Roosevelt dans les années 30. Notre ambition n'est pas d'évoquer toutes les variantes bourgeoises de l'éco-socialisme : il est clair que ces projets politiques ne remettent en cause ni la prédominance de la propriété privée, ni le salariat, ni le mercantilisme, ni la domination d'une classe sur une autre. Ils proposent au contraire une réforme du capitalisme, un « capitalisme vert » purement chimérique, destiné à corriger les excès productivistes du système capitaliste, avec un peu d'investissements verts par ci, un peu de « planification écologique » et de nationalisations par là, sans rien toucher aux fondements même du système : les logiques d'accumulation, de profits, de rentabilité, d'échange, laissées largement intactes⁶⁹.

Comment nos étatistes verts redorent le blason du capital et le greenwashing ?

En réalité, nous le voyons, les solutions des différents courants de l'écologie politique ne consistent qu'à verdir le capitalisme pour mieux le préserver, et cela dans les seuls intérêts des capitalistes « verts », qu'on voit tous les jours défendre de nouvelles industries « vertes ». Ils cherchent à nous faire croire à la possibilité d'une industrie automobile verte qui ne détruirait pas la planète. Or, il est un fait avéré que les batteries électriques sont très dangereuses pour l'environnement, car il faudra les stocker et les enfouir dans des lieux spéciaux pour éviter que les terres rares et éléments chimiques qu'elles contiennent ne contaminent l'humanité⁷⁰. Et les

69 <https://www.leftcom.org/en/articles/2020-02-24/can-capitalist-reform-save-the-environment> et <https://www.leftcom.org/en/articles/2022-02-08/the-ruling-class-has-no-solution-to-the-climate-crisis>

70 <https://greenly.earth/fr-fr/blog/actualites-ecologie/empainte-carbone-batterie>

éoliennes – tant défendues comme unique solution face à la crise climatique par nos étatistes verts – qu'il faudra détruire dans 25 ans dont ne saura que faire de leurs cadavres ? Elles contiennent aussi pour certaines des matières rares dangereuses. Il en va de même pour toute l'industrie électronique et informatique qui devait sauver l'économie mais demandant une telle quantité d'électricité, qu'il vaut mieux pour les bourgeois de ne pas en parler. Nous arrêtons là la litanie qui dépasse le propos de cet article. Toute la réorganisation de la production ne sert qu'à sauver le capitalisme en crise dans un nouveau cycle économique sous la perfusion des aides financières des États. Tous les États masquent le sauvetage de l'économie en invoquant sa relocalisation dans les métropoles capitalistes pour mieux cacher le caractère parasitaire de ce système à bout de souffle.

Les révolutionnaires face à la multiplication des enjeux imminents... Que faire ?

Face à ces mystifications bourgeoises, notre classe doit se doter d'un programme communiste révolutionnaire alternatif sur des bases radicalement nouvelles, fondées avant tout sur la méthode scientifique marxiste. Il est clair pour beaucoup à présent que le capitalisme nous mène tout droit à la barbarie, au niveau social, économique, sanitaire et maintenant environnemental (montée des eaux, pandémies liées aux activités de l'homme et l'urbanisation, canicules, ouragans, inondations, destruction de la biodiversité etc). La solution ne peut résider dans une réforme a minima et gentille du capitalisme, même paraissant « radicale », qui ne remette en cause les logiques fondamentales du mode de production capitaliste.

L'unique solution face à la barbarie ne peut être que le communisme, c'est-à-dire la mise en œuvre d'un acte très conscient

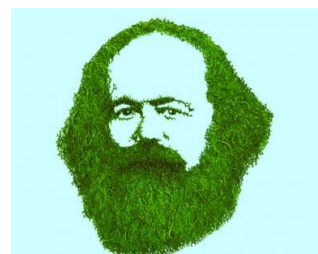
et inédit du prolétariat pour l'abolition de la propriété privée et de l'exploitation de l'homme et de la nature⁷¹. Il nous faudra pour cela nous débarrasser une fois pour toutes des lois inhérentes au capital, imposant à la planète le productivisme, le technicisme et le consumérisme aliénant. Cela devra passer par une planification collective en fonction des ressources disponibles et des besoins de l'Humanité, pour aboutir, au bout du compte, à une République internationale des conseils, avec la nécessaire abolition du travail capitaliste auquel les prolétaires sont aujourd'hui enchaînés (*L'Idéologie allemande*, 1845-1846, p. 28), et la fin

71 En ce sens, les différentes découvertes scientifiques sur le « communisme primitif » sont d'une importance cruciale pour comprendre comment les sociétés vivaient historiquement en harmonie avec la Nature – bien qu'il soit nécessaire dans le même temps de « dépasser » cette vision datée du communisme (*Aufhebung*). « Longtemps méprisés, persécutés ou ignorés, les peuples premiers considérés par certains comme les gardiens de la nature commencent à être écoutés. Ashaninka, Popora, Tolinou, Maori, Sami, Touareg, Kanak, Massaï, ou aborigènes démontrent à travers leur mode de vie qu'un autre rapport à la nature est possible. » (RFI) : <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/20200124-peuples-premiers-mepris-respect-biodiversite-aborigenes-indiens-environnement> Selon Fiore Longo, « Beaucoup de peuples autochtones d'Amazonie, par exemple, régulent leur pratique de la chasse et de la pêche et se soignent avec les plantes [...] Leur manière de vivre n'est pas fondée sur l'accumulation mais plutôt sur la réciprocité. Pour eux, quand on prend quelque chose à la nature, on doit le lui rendre. Cette façon de penser permet de préserver les ressources naturelles pour les générations futures » : <https://www.france24.com/fr/plan%C3%A8te/20210911-les-peuples-autochtones-des-pionniers-de-l-%C3%A9cologie-en-qu%C3%AAtte-de-l-%C3%A9gitimit%C3%A9>. L'ONU évoque également le fait que « Depuis la nuit des temps, les Mbuti vivent en harmonie avec cette exceptionnelle biodiversité. Leur survie repose sur un écosystème en bonne santé, et leur système alimentaire et leurs moyens de subsistance y contribuent » : <https://news.un.org/fr/story/2022/03/1115602>

immédiate de toute exploitation des ressources épuisables de la terre, notamment les énergies fossiles polluantes.

Dans cette perspective, le prolétariat doit prendre en main une réflexion consciente menant à la fin des activités destructrices du capital sur la nature et les espèces animales au travers d'une réorientation résolue, originale et radicale de l'ensemble des sphères de l'économie. Cela ne peut passer que par la remise en cause frontale de toute l'orientation suivie depuis la Révolution néolithique par les sociétés basées sur l'exploitation du vivant⁷², et ce jusqu'aux intérêts du capital, qui a un besoin vital de conquête de toutes les ressources pour servir son accumulation, et donc par la voie révolutionnaire à l'échelle mondiale, qui est devenue aujourd'hui la seule possibilité face à un capitalisme de plus en plus meurtrier et dangereux pour la survie même de l'humanité.

Xav, 16/8/23



72 Cette rupture radicale dans notre rapport au vivant s'inscrit clairement dans l'apparition des sociétés de classe basées sur l'exploitation : « Notre espèce modifie donc son environnement depuis au moins 10 000 ans. Elle s'est définitivement affranchie de la nature pour inventer un monde technique dont elle est devenue totalement dépendante. En faisant le pari de l'artificiel, Homo sapiens a créé un milieu qui balance entre avancées bénéfiques et menaces biologiques incessantes. Comme si cet homme émancipé devait constamment payer la facture de la révolution néolithique » ; Jean Guilaine, in « La seconde naissance de l'homme : le néolithique », Éditions Le club ou Odile Jacob 2015, page 54. Également évoqué ici : https://www.scienceshumaines.com/l-homme-transforme-son-environnement-depuis-plus-de-10-000-ans_fr_13863.html

Nous contacter

Site Internet de la TCI
Tendance Communiste Internationaliste :
www.leftcom.org/fr

**Lisez, partagez nos publications sur les pages facebook @Groupe
Révolutionnaire Internationaliste - TCI, instagram gri.leftcom et X @GRI_TCI**
Nous écrire : fr@leftcom.org ou
Michel OLIVIER
7 rue Paul Escudier
75009 PARIS

Autres adresses des organisations de la TCI

Partito Comunista Internazionale (Italie) :

info@leftcom.org
Battaglia Comunista
CP 1753
20100 Milano

Communist Workers Organisation (Grande Bretagne) :

uk@leftcom.org
CWO
BM CWO
WC1M 3XX LONDON

Gruppe Internationalistischer Kommunistinnen (Allemagne) :

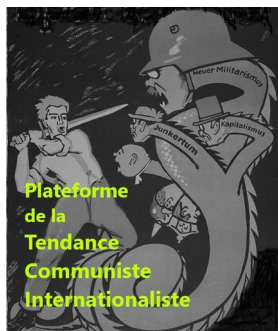
de@leftcom.org
GIK, c/o Rotes Antiquariat
Rungestr. 20, 10179 Berlin

Groupe Internationaliste Ouvrier (IWG, USA) :

iwg@leftcom.org
IWG
P.O. Box 14485 Madison, Wisconsin
WI 53708

Klasbatalo (Canada) :

klasbatalocollective@gmail.com



RÉVOLUTION SOCIALE CONTRE LA GUERRE IMPÉRIALISTE

LE COMBAT DES INTERNATIONALISTES
POUR LE CAMP DU PROLÉTARIAT,
À L'ÉPREUVE DE LA SECONDE GUERRE
MONDIALE

Bilan & Perspectives – TCI
2022

ISSN 1623-6890

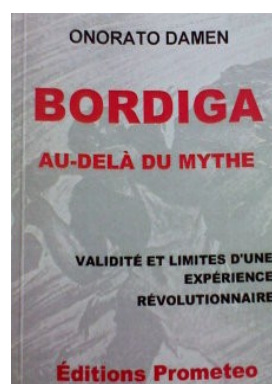
2€

Catalogue de nos publications en français

- Plate-forme de la TCI (3€)
- Pour le Communisme : introduction aux positions politiques de la Tendence Communiste Internationaliste (2€)
- Les révolutionnaires, les internationalistes, face aux perspectives de guerre et la situation actuelle du prolétariat (BIPR, janvier 2000) (2€)
- Thèses sur la tactique communiste dans les pays de la périphérie capitaliste (VI^e Congrès du Partito Comunista Internazionale) (2€)
- Le bordiguisme et la Gauche italienne (2€)
- Approche à la question du parti (2€)
- Trotski, le trotskisme, les trotskistes (2€)

Série « connaissance du mouvement révolutionnaire »

- *Révolution sociale contre la guerre impérialiste*. Réédition de la brochure de Pierre Lannieret, « Les internationalistes du troisième camp en France pendant la Seconde Guerre mondiale » (2€ plus frais de port)
- *Écrits choisis* d'Onorato Damen (12€ plus 6€ de frais de port)
- Onorato Damen, *Bordiga au delà du mythe. Validité et limites d'une expérience révolutionnaire* Éditions Prometeo (12€ plus 6€ de frais de port)
- *Miasnikov et le Groupe ouvrier du parti communiste russe, 1922-1937*



imprimerie spéciale

Ce que nous sommes, ce que nous voulons

1. Notre perspective est la réalisation de la société communiste, dans laquelle l'humanité se sera affranchie de l'oppression de l'État, des divisions de classe, des nécessités imposées par l'échange marchand et l'exploitation de l'homme par l'homme, des frontières et séparations nationales. Dans cette société, « *le libre développement de chacun sera la condition du libre développement de tous* » (Marx). Bien loin de s'opposer à la communauté humaine ainsi développée, l'individualité trouvera en son sein les conditions de son épanouissement authentique.

2. Une telle société n'a encore jamais existé, nulle part dans le monde. Les régimes qui se sont consolidés avec le stalinisme en Russie, puis étendus en Chine et dans le bloc oriental au XX^{ème} siècle, n'étaient que les formes particulières d'une transformation générale du capitalisme. Partout, l'appareil d'État est devenu indispensable à la reproduction des structures de base du capital.

3. Le capitalisme a hérité d'oppressions issues des sociétés de classes antérieures. Miné par ses propres contradictions, il ne se survit qu'à travers des convulsions de plus en plus profondes et insolubles. C'est un désastre qu'il génère dans des proportions qui se cumulent dramatiquement : guerres mondiales, crises économiques, chômage, misère, destruction du vivant sur la planète, exploitations des ressources naturelles, épidémies. Mais ces phénomènes ne sont que les effets des lois inhérentes au capital, qui doit produire toujours plus de marchandises pour accumuler de la valeur. Qu'importe si ces marchandises iront pour la plupart pourrir dans les océans, pourvu qu'elles soient le support de la réalisation de profits. L'humanité ne peut plus supporter le fardeau du capitalisme. Celui-ci a fait son temps et devrait céder la place à une forme supérieure de société, qui utilisera et révolutionnera les forces productives existantes afin de satisfaire les réels besoins humains. La révolution communiste et la communauté humaine sont immédiatement à l'ordre du jour de la lutte des classes.

4. Parce qu'il est exploité par le capital et ne possède aucun privilège à imposer au reste de la société, le prolétariat est la seule et unique classe dont le mouvement peut conduire à la réalisation du communisme. S'il est contraint d'agir à l'intérieur de la société capitaliste pour défendre ses conditions d'existence, il acquiert aussi par cette activité sa conscience de classe propre. Aussi les intérêts immédiats et généraux du prolétariat se ramènent-ils à la lutte pour la révolution communiste. Tout progrès dans ce sens est conditionné par le développement plus large de l'action du prolétariat et de sa réflexion sur celle-ci, indépendamment des organes de l'État capitaliste : système électoral, parlements, syndicats.

5. La première et indispensable étape dans cette voie est l'organisation politique des prolétaires ayant acquis, dans la lutte, une conscience de classe, et leur union en un parti politique international pour la réalisation de la révolution mondiale.

6. La guerre est devenue mondiale et quasi permanente entre les diverses fractions du capital mondial, retranchées derrière

les États nationaux. Ces derniers disposent de ressources militaires monstrueuses, menaçant à tout moment de rompre l'équilibre de la terreur par un holocauste nucléaire. Tant que la société sera soumise aux lois aveugles de l'économie marchande, la guerre sera une menace immédiate et insurmontable.

7. Sur le grand échiquier du marché mondial, toute revendication nationale est inévitablement exploitée par les grands États impérialistes. Aussi le prolétariat conscient n'a-t-il aucun intérêt dans la défense de la nation. Il doit s'élever contre la guerre impérialiste et, dans le cas où celle-ci éclaterait, orienter son effort contre la bourgeoisie de part et d'autre des camps opposés pour précipiter le renversement du capitalisme et accélérer sa propre unification.

8. Notre objectif est de prendre part à la construction du futur parti de classe du prolétariat qui appuiera et orientera la lutte de classe jusqu'à la confrontation ouverte avec l'appareil d'État. La transition au communisme ne peut être que l'œuvre de la classe elle-même, qui exercera son pouvoir sur les ruines des États bourgeois. Ce pouvoir aura pour socle les conseils ouvriers, constitués de délégués élus et révocables en permanence par toutes les sections du prolétariat. Le régime des conseils ouvriers s'appelle la dictature du prolétariat, par opposition à la dictature actuelle de la bourgeoisie. Il ne peut exister sans le renversement violent de l'État bourgeois et de la domination sur la classe capitaliste au niveau mondial. Il existera jusqu'à la réalisation de la communauté humaine sur l'ensemble de la planète.

9. La Commune de Paris et surtout la Révolution d'Octobre 1917 constituent pour nous des références incontournables. Elles ont montré que la classe ouvrière pouvait renverser l'ordre capitaliste. L'isolement et la décimation de la classe ouvrière russe ont renversé le mouvement vers la révolution mondiale. Après la défaite de la révolution allemande et plus globalement le reflux de la vague révolutionnaire dans le monde, l'existence du régime des conseils ouvriers dans un pays isolé était condamnée. L'involution de la révolution russe s'accéléra à mesure que le parti de classe cessait de jouer son rôle d'avant-garde pour s'identifier toujours plus à l'appareil de l'État russe, et employait même celui-ci pour réprimer et violenter la classe au nom du « socialisme ».

10. La dégénérescence politique de la Révolution russe et de l'Internationale au cours des années 1920 à 1930 fut combattue par des fractions communistes, notamment par la Gauche communiste d'Italie. La Tendance communiste Internationaliste, dont *Bilan & Perspectives* est l'expression en France, est l'héritière de ce combat. Ces fractions restèrent fidèles à l'internationalisme en rejetant toute participation dans quelque camp que ce soit et dans la Résistance nationaliste pendant la Deuxième Guerre impérialiste. Elles ont continué à développer d'autre part le contenu de la conscience communiste, à la lumière de l'expérience de la contre-révolution stalinienne.

11. Nous continuons l'œuvre que la Révolution russe s'était fixée mais ne put accomplir : l'émancipation des prolétaires du monde entier et l'établissement du communisme. Dans l'immédiat, notre activité s'articule autour de trois aspects : 1° la défense, la clarification, l'actualisation des positions révolutionnaires et le développement de la théorie communiste ; 2° la discussion entre révolutionnaires en vue d'un maximum de clarté politique entraînant leur regroupement ; et 3° l'intervention dans la lutte au sein du prolétariat.